

COUR D'ARBITRAGE

[C — 21115]

F. 92 — 1134

Arrêt n° 16/92 du 12 mars 1992

Numéro du rôle : 255

En cause : le recours en annulation de l'article 6 du décret de la Région wallonne du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents I. Pétry et J. Delva, et des juges F. Debaedts, L. De Grève, H. Boel, L. François et P. Martens, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, sous la présidence du président I. Pétry, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

Par une requête transmise à la Cour par lettre recommandée à la poste le 21 décembre 1990, l'annulation de l'article 6 du décret de la Région wallonne du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques, publié au *Moniteur belge* du 30 juin 1990, est demandée par Baroid Minerals Inc, société de droit américain, dont le siège social est établi dans l'Etat de Delaware (U.S.A.), à Wilmington, West Tenth Street 100, et dont la succursale en Belgique est établie route de Mellet 171, à 6220 Fleurus;

la s.a. Carrières d'Antoing, dont le siège social est établi rue du Coucou 8, à 7640 Antoing;

la s.a. Carrières Dullière, dont le siège social est établi rue du Cerisier 4-6, à 6031 Monceau-sur-Sambre;

la s.a. Carrières et Fours à chaux Dumont-Wautier, dont le siège social est établi rue Charles Dubois 28, à 1342 Ottignies-Louvain-la-Neuve;

la s.a. Carrières Gauthier et Wincqz, dont le siège social est établi rue Grégoire Wincqz, à 7060 Soignies;

la s.a. Carrières du Hainaut, dont le siège social est établi rue de Cognebeau 245, à 7060 Soignies;

la s.a. Carrières Lemay, dont le siège social est établi Vieux Chemin de Mons 12, à 7500 Tournai;

la s.a. Carrières Thone, dont le siège social est établi rue de Tailfer 14, à 5160 Profondeville (Lustin);

la s.a. Carrières unies de Porphyre, dont le siège social est établi rue de Belle-Vue 64, à 1050 Bruxelles;

la s.a. Cimenteries C.B.R., dont le siège social est établi chaussée de La Hulpe 185, à 1170 Watermael-Boitsfort;

la s.a. Ciments d'Obourg, dont le siège social est établi rue des Fabriques 2, à 7048 Obourg;

la s.a. Compagnie des Ciments belges, dont le siège social est établi Grand-Route 260, à 7530 Tournai (Gaurain-Ramecroix);

la s.a. Gralex, dont le siège social est établi rue du Faubourg 35, à 1381 Quenast;

la s.a. Obourg Granulats, dont le siège social est établi rue des Fabriques 2, à 7048 Obourg;

la s.p.r.l. Sablières de Freyr, dont le siège social est établi boulevard Pierre Mayence 19, à 6000 Charleroi;

la s.a. Carrières et Fours à chaux de la Meuse, dont le siège social est établi rue du Château 13A, à 5210 Seilles, ayant fait élection de domicile au cabinet de Me J. Bourtembourg, avocat, rue de Suisse 24, à 1060 Bruxelles.

II. *Procédure*

Par ordonnance du 24 décembre 1990, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs François et Boel ont estimé n'y voir lieu de faire application des articles 71 et suivants de la prédite loi spéciale organique de la Cour.

Conformément à l'article 76 de la loi organique, le recours a été notifié par lettres recommandées à la poste le 16 janvier 1991 remises aux destinataires les 17 et 18 janvier 1991.

Ensuite de l'accession à l'éméritat du président J. Sarot et de la désignation de Mme I. Pétry en qualité de président, le juge P. Martens a été désigné pour compléter le siège par ordonnance du 16 janvier 1991.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 18 janvier 1991.

L'association sans but lucratif « Fédération sportive des Pêcheurs francophones de Belgique », dont le siège est établi rue de Wynants 33, à Bruxelles, l'association sans but lucratif « Greenpeace Belgium », dont le siège est établi rue du Progrès 317, à Bruxelles, M. Jean Servais, titulaire d'un permis de pêche, domicilié rue du Pont 20, à Hamoir, l'Union professionnelle « Union des Pêcheurs de l'Ourthe et de l'Amblève », dont le siège est établi rue Méan 231, à Grâce-Hollogne, ont introduit un mémoire en intervention commun par lettre recommandée à la poste le 18 février 1991.

L'Exécutif régional wallon, rue de Fer 42, à 5000 Namur, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 4 mars 1991.

Conformément à l'article 89 de la loi organique, copies de ces mémoires ont été transmises par lettres recommandées à la poste le 13 mars 1991, remises à leurs destinataires les 14 et 15 mars 1991.

Les sociétés requérantes ont introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 15 avril 1991.

Par ordonnance du 4 décembre 1991, la Cour a décidé que l'affaire est en état et a fixé l'audience au 9 janvier 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 5 décembre 1991 remises aux destinataires le 11 décembre 1991.

Par acte du 18 novembre 1991 transmis à la Cour par lettre recommandée à la poste le 13 décembre 1991, la s.a. des Carrières et Fours à chaux de la Meuse, seizième requérante, se désiste de son recours.

Cet acte a été notifié aux autres parties par lettres recommandées à la poste le 23 décembre 1991 remises aux destinataires les 24 et 30 décembre 1991.

Par ordonnance du 6 janvier 1992, l'audience a été avancée au 8 janvier 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties et à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 6 janvier 1992 remises aux destinataires les 7 et 13 janvier 1991.

A l'audience du 8 janvier 1992,

— ont comparu :

Me J. Bourtembourg, avocat du barreau de Bruxelles, pour les requérantes;

Me A. Lebrun, avocat du barreau de Liège, pour les parties intervenantes;

Me M. Verdussen loco Me P. Lambert, avocats du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif régional wallon;

— les juges L. François et H. Boel ont fait rapport, respectivement en français et en néerlandais;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

Par ordonnances du 22 mai 1991 et du 12 décembre 1991, la Cour a prorogé le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu respectivement jusqu'au 21 décembre 1991 et jusqu'au 21 juin 1992.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique du 6 janvier 1989, qui concernent l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Objet des dispositions entreprises*

1. *Généralités*

Le décret du 30 avril 1990 institue une taxe annuelle sur les déversements des eaux usées à l'exception des eaux de refroidissement (article 2) à laquelle sont soumis tant les particuliers que les entreprises et les services publics, aux conditions fixées par le décret (article 3).

L'article 1er, 6°, du décret définit le déversement des eaux usées comme étant l'introduction d'eaux usées dans une eau souterraine ou dans une eau de surface par canalisation ou par tout autre moyen à l'exception du ruissellement naturel des eaux pluviales ».

L'article 1er, 7°, définit les eaux usées comme étant les eaux polluées artificiellement ou ayant fait l'objet d'une utilisation en ce compris les eaux de refroidissement, les eaux de ruissellement artificiel d'origine pluviale et les eaux épurées en vue de leur rejet.

En ce qui concerne les eaux usées autres qu'industrielles, le décret dispose que le montant de la taxe est fonction du volume d'eau déversée (articles 12 et 13).

En ce qui concerne les eaux usées industrielles par contre, ce montant est proportionnel à la charge polluante des eaux déversées (art. 4). La disposition attaquée (article 6) a pour objet de déterminer le mode de calcul de cette charge polluante, la taxe étant fixée à 360 francs (article 5) par unité de charge ainsi calculée (article 10).

2. *La disposition querellée*

L'article 6 querellé dispose :

« § 1er. La charge polluante des eaux industrielles déversées est calculée selon la formule suivante :

$$N = \frac{Q}{q} \left(a + bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op} \right)$$

Dans cette formule :

N signifie le nombre d'unités de charge polluante;

Q signifie le volume moyen, exprimé en litres, de l'eau usée déversée par l'entreprise en 24 heures au cours du mois de plus grande activité de l'année;

MS signifie la teneur moyenne en matières de suspension de l'eau à laquelle se rapporte Q;

OP signifie l'oxydabilité partielle moyenne de l'eau à laquelle se rapporte Q après décantation de 2 heures; elle est obtenue à partir de la demande biochimique (DBO) et de la demande chimique (DCO) d'oxygène de l'eau décantée en utilisant la formule suivante :

$$OP = \frac{2DBO + DCO}{3}$$

q et ms signifient le volume et la teneur en matières en suspension de l'eau à laquelle se rapporte l'unité de charge polluante;

op signifie l'oxydabilité partielle moyenne de l'eau à laquelle se rapporte l'unité de charge polluante après décantation statique de 2 heures; elle est fixée forfaitairement à 70 pc de l'oxydabilité partielle de l'eau non décantée, déterminée conformément à la formule ci-dessus;

T1 signifie le coefficient de traitement des matières en suspension contenues dans l'eau déversée;

T2 signifie le coefficient de traitement des matières organiques contenues dans l'eau déversée ayant subi une décantation statique de 2 heures;

a, b, c sont des coefficients répondant à la répartition des frais de l'épuration; leur somme est égale à 1

§ 2. Les coefficients a, b, c, T1 et T2 sont maintenus aux valeurs suivantes :

T1 et T2 : 1;

a : 0,20;

b : 0,35;

c : 0,45.

§ 3. L'unité de charge polluante visée au § 1er est définie comme suit : 130 litres d'eaux usées avec une teneur en matières en suspension de 500 mg par litre, une demande biochimique d'oxygène en cinq jours de 300 mg par litre, une demande chimique d'oxygène de 750 mg par litre et une teneur en azote Kjeldahl de 55 mg par litre.

§ 4. Les valeurs moyennes visées au § 1er sont les valeurs moyennes journalières qui figurent dans l'autorisation de déversement du redevable lorsque celle-ci en comporte. Au cas où l'autorisation ne mentionne que des valeurs maximales pour les paramètres précités, ce sont ces valeurs maximales qui doivent être utilisées. Le redevable peut néanmoins, dans ce cas, comme en l'absence d'autorisation, utiliser des valeurs moyennes journalières réelles déterminées à ses frais, par l'organisme d'épuration agréé par l'Exécutif.

§ 5. Si la concentration en azote Kjeldahl de l'eau déversée dépasse 75 mg/l, le terme

$\frac{OP}{op}$ est remplacé par un terme $\frac{OT}{ot}$

où OT égale DCO + 4,57 NK

et ot égale dco + 4,57 nk.

Dans ce cas, le coefficient c visé au § 2 devient 0,4.

§ 6. Si l'administration constate dans les eaux déversées la présence de substances qu'elle estime de nature à fausser la mesure du DBO, elle peut lors de l'établissement du nombre d'unités de charge polluante, remplacer le paramètre DBO par le paramètre DCO/1,5.

§ 7. Les modifications éventuelles des dispositions visées aux paragraphes précédents ne seront applicables que l'année suivante. »

3. La formule établie par l'article 6, § 1er, du décret attaqué

L'unité de charge polluante apparaît donc comme étant fonction du volume de l'eau déversée (Q/q) et du niveau de pollution de l'eau; ce niveau est lui-même établi en fonction de la teneur en matières en suspension de cette eau (MS/ms), de l'oxydabilité partielle de celle-ci (OP/op) et d'éléments constants. Elle est, selon l'exposé des motifs du décret querellé, « équivalente à une quantité précise de matières en suspension, de matières organiques et d'inorganiques qui absorbent de l'oxygène et à une teneur précise en azote contenues dans un volume d'eau déterminé. » (C.R.W. 152 (1989-1990), n° 1, p. 8)

IV. En droit

Quant à l'intérêt des parties intervenantes

Position des parties intervenantes

A.1.1. La première partie intervenante se présente comme l'une des deux plus importantes confédérations de pêcheurs de Wallonie qui, selon ses statuts, défend les intérêts matériels et moraux des pêcheurs sportifs, notamment lutter contre la pollution des eaux. Elle considère que l'annulation du décret attaqué entraînerait un important retard dans la politique d'épuration des eaux, faute des recettes fiscales que ce décret y affecte.

La seconde partie intervenante invoque des motifs analogues, son objet social étant à la fois la protection de l'environnement et celle du milieu marin.

La troisième partie intervenante, titulaire d'un permis de pêche, considère que son droit de pêche est lésé par l'absence d'amélioration de la qualité des eaux.

La quatrième partie intervenante a pour objet la protection des intérêts professionnels de ses membres pêcheurs, lesquels pêchent dans une zone de forte concentration de carrières.

Réponse des parties requérantes

A.1.2.1. La demande en intervention de la dernière partie intervenante n'est pas recevable, faute pour celle-ci d'avoir déposé la délibération ad hoc prise par ses organes compétents.

A.1.2.2. Les parties intervenantes ne justifient pas d'un intérêt direct : la disposition attaquée ne les atteint pas directement, même si le produit de la taxe est affecté à l'amélioration de la qualité des eaux.

L'objet des personnes morales intervenantes est à ce point large et l'intérêt du titulaire d'un permis de pêche à ce que soit protégée la qualité des eaux est tel que les intérêts invoqués ne se distinguent pas de ceux que pourraient faire valoir tous ceux qui sont intéressés par la qualité des eaux, voire par tous les riverains de la mer dans laquelle s'écoulerait une eau fluviale passant en Région wallonne.

B.1.1. L'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 permet à toute personne justifiant d'un intérêt d'introduire un mémoire lorsqu'une demande en annulation est formée devant la Cour.

B.1.2. Si une association sans but lucratif qui se prévaut d'un intérêt collectif souhaite avoir accès à la Cour, il est d'abord requis que l'objet social de l'association soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que cet objet social soit réellement poursuivi, ce que doivent faire apparaître les activités concrètes de l'association; que l'association fasse montre d'une activité durable, aussi bien dans le passé que dans le présent, et que l'intérêt collectif ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres.

B.1.3. L'objet social de la première intervenante se confond avec la défense de l'intérêt général dans la mesure où il est « d'envisager toutes les mesures qui doivent être prises dans le domaine de la pêche fluviale au point de vue de l'intérêt général de la communauté francophone de Belgique », mais il reste spécifique dans la mesure où il est aussi « de défendre les intérêts matériels et moraux des pêcheurs sportifs, notamment de lutter contre la pollution des eaux ». La première intervenante n'établit cependant pas en quoi ses activités concrètes font apparaître que son objet social est réellement poursuivi. L'intervention n'est pas recevable.

B.1.4. L'objet social de l'intervenante Greenpeace Belgium a.s.b.l. est la protection et la gestion de la nature et de l'environnement et, en particulier, la protection et/ou la conservation de l'environnement marin lorsqu'il est menacé par l'intervention directe ou indirecte de l'homme. Les activités de cette association sont suffisamment connues pour établir que son objet social a été et est réellement poursuivi. L'intervention est recevable.

B.1.5. Il n'apparaît pas de quelle manière le troisième intervenant pourrait être affecté directement dans sa situation par la décision de la Cour au sujet de la norme entreprise. Son intervention n'est pas recevable.

B.1.6. La quatrième intervenante est une union professionnelle reconnue. En vertu de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles, l'Union « peut ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leur qualité d'associés, sans préjudice au droit de ces membres d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance ».

Il n'apparaît toutefois pas de quelle manière les membres de cette union professionnelle pourraient être affectés directement dans leur situation par la décision de la Cour au sujet de la norme entreprise. L'intervention n'est pas recevable.

Quant au fond

Quant à l'applicabilité du décret aux eaux d'exhaure

Position des parties requérantes

A.2.1. Les requérants sont exploitants de carrières. L'exploitation des carrières entraîne des afflux fortuits d'eaux souterraines et d'eaux superficielles et pluviales pouvant contenir des matières minérales en suspension. Ces eaux d'exhaure constituent une charge particulière pour les carrières; or, « à peine de rendre impossible la poursuite de toute exploitation, l'eau doit être pompée hors de la carrière et, ensuite déversée. »

En vertu des dispositions de l'article 6, § 1er, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 9 mars 1989, le déversement hors de l'entreprise est soumis à autorisation, laquelle suppose, notamment, que l'eau déversée ne dépasse pas 60 mg de matières en suspension par litre. L'eau doit dès lors être le cas échéant épurée avant déversement.

L'eau déversée dans ces conditions est considérée comme une « eau usée » dont le déversement est soumis à autorisation par le décret du 7 octobre 1985 et à taxation par le décret du 30 avril 1990. »

Position de l'Exécutif régional wallon

A.2.2. Les eaux d'exhaure (l'exhaure désignant l'épuisement des eaux d'infiltration provenant de mines, carrières, etc.) ne sont pas, en soi, des eaux usées; elles ne sont taxables que parce que, diluées dans des eaux usées, elles deviennent des eaux polluées artificiellement au sens de l'article 1er, 7°, du décret du 30 avril 1990.

L'argumentation des requérantes repose sur le fait que ce procédé de dilution aurait des vertus purificatrices : cela ne peut toutefois être soutenu dès lors que, même si la proportion des matières polluantes est réduite, la quantité d'eau polluée, elle, est augmentée.

Réponse des parties requérantes

A.2.3.1. A l'occasion de l'exploitation d'une carrière, on constate, nécessairement, des afflux fortuits d'eaux souterraines et d'eaux superficielles et pluviales, qui s'écoulent au fond de la carrière et peuvent contenir des matières minérales en suspension.

A la question de savoir si les eaux d'exhaure sont soumises au décret ou ne le deviennent, comme le soutient l'Exécutif, que lorsque des eaux usées sont diluées dans de l'eau d'exhaure, il est répondu en se référant au texte de l'article 1er, 7° du décret attaqué : les eaux d'exhaure paraissent bien être des « eaux polluées artificiellement » puisqu'en l'absence d'exploitation d'une carrière, l'épuisement des afflux fortuits ne serait pas nécessaire; et les eaux d'origine pluviale qui se retrouvent au fond de la carrière paraissent bien être des « eaux de ruissellement artificiel d'origine pluviale » puisqu'en l'absence d'exploitation de la carrière, ces eaux ne s'y retrouveraient pas souillées du fait de l'activité.

Il résulte du régime établi en vertu de l'article 6, § 1er, du décret du 7 octobre 1985 que les eaux déversées doivent le cas échéant être épurées avant le déversement de sorte qu'elles paraissent devoir être considérées comme des eaux épurées en vue de leur rejet.

Enfin, eu égard aux définitions que contient le décret, la thèse de l'Exécutif selon laquelle le législateur décretaal n'aurait pas entendu viser les eaux d'exhaure n'est soutenue par aucune argumentation.

Cela étant, si la Cour constatait que l'épuisement des afflux fortuits d'eaux que déversent les parties requérantes n'est pas visé par le décret attaqué, à l'évidence et sur ce point, cette constatation satisferait les parties requérantes.

La compatibilité de la norme avec les articles 6 et 6bis de la Constitution doit dès lors être vérifiée en tout cas vis-à-vis des autres eaux que les eaux d'exhaure et, subsidiairement, vis-à-vis desdites eaux d'exhaure, si celles-ci devaient être considérées comme eaux usées dont le déversement est soumis à taxation.

A.2.3.2. En soutenant que les exploitants de carrières dilueraient systématiquement leurs eaux usées dans des eaux d'exhaure et que les requérants soutiendraient que cette dilution aurait des vertus purificatrices, l'Exécutif se trompe : les eaux d'exhaure sont en effet pompées, décantées et déversées par des circuits autonomes; en outre, lorsque d'autres eaux usées que celles d'exhaure sont versées dans les bassins de décantation, la purification ne résulte pas de la seule dilution mais bien du procédé de décantation, les matières en suspension dans les eaux usées se déposant au fond du bassin de décantation.

A.2.3.3. Il faut observer, enfin, que les requérantes ne maîtrisent en rien le débit des eaux d'exhaure ni, dès lors, le volume des rejets.

B.2. Les eaux pluviales, les eaux de ruissellement et les eaux souterraines forment les eaux d'exhaure dont l'évacuation est indispensable pour permettre la poursuite de l'exploitation de la carrière. S'agissant d'eaux susceptibles d'être polluées (notamment parce qu'elles peuvent contenir des matières minérales en suspension) qui ne devraient pas être l'objet de déversements s'il n'y avait pas d'exploitation de carrière, il suit de l'article 1er, 6° et 7°, cité plus haut, du décret du 30 avril 1990 qu'elles doivent être considérées comme des eaux usées dont le déversement est soumis à la taxe instaurée par ledit décret. Les indications contenues dans la « notice explicative de la formule de déclaration à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles » établie par l'administration pour l'exécution du décret et déposée à l'audience ne peuvent prévaloir contre le texte de celui-ci.

Quant au moyen unique d'annulation

Position des requérantes

A.3.1.1. Un moyen unique est pris de la violation des articles 6 et 6bis de la Constitution,

« en ce que la norme attaquée prétendant mettre en oeuvre une taxation des déversements des eaux usées industrielles proportionnelle à la charge polluante des eaux déversées et inciter ainsi à réduire la pollution introduit une différenciation entre ceux qui déversent de telles eaux par l'adoption d'une formule ayant pour effet que la base déterminante de la taxation est le volume des eaux déversées et non leur charge polluante,

que la formule permettant le calcul de la taxe est identique pour ceux qui déversent de l'eau polluée en eau de surface et en égout,

alors qu'une différence de traitement entre ceux qui déversent des eaux usées industrielles ne peut être établie que pour autant que le critère de la différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable; que le principe d'égalité est violé lorsqu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et les objectifs de faire supporter par ceux qui polluent les coûts d'épuration des eaux et de les inciter à réduire la pollution,

qu'au regard des objectifs poursuivis, la taxation, sur base de la même formule, accordant une importance relative excessive au seul débit, introduit une discrimination à l'égard de ceux qui rejettent en eaux de surface et s'assurent des conditions de leurs rejets par rapport à ceux qui, ayant choisi de ne pas épurer eux-mêmes rejettent les eaux usées en égout,

de sorte que le principe d'égalité est méconnu lorsque celui qui déverse de l'eau pure mais en grande quantité se verra imposer une taxe beaucoup plus élevée par rapport à la charge polluante que celui qui déverse de l'eau en moindres quantités mais polluée et que celui qui déverse des eaux usées sans les avoir épurées. »

Le moyen est appuyé par les considérations suivantes :

A.3.1.2. La formule de calcul de la taxe est en réalité la reproduction de la formule contenue à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 février 1974 déterminant, en exécution de l'article 4, § 2, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, la valeur des coefficients de conversion en unités de charge polluante pour les eaux usées provenant des entreprises industrielles ou autres.

Cette formule permettait de calculer la contribution due par les entreprises déversant des eaux usées et destinée à couvrir les frais de gestion et de fonctionnement des sociétés d'épuration; ceux-ci étant liés au facteur du volume des eaux traitées, ladite contribution est essentiellement fonction du débit d'eau, indépendamment des matières qu'elle contiendrait.

A.3.1.3. Appliquée au cas d'une carrière qui déverse annuellement 1 000 000 m³ d'eau par an en eaux de surface (quantité choisie pour faciliter l'extrapolation ou cas des différentes carrières situées en Région wallonne dont les déversements annuels sont compris entre 500 000 et 7 000 000 m³), la formule établie par l'article 6 du décret aboutit à une charge polluante correspondant à une taxe annuelle de

— 1 623 160 F, si la formule est utilisée en se référant aux valeurs maximales fixées par l'autorisation de déversement (article 6, § 4, deuxième phrase du décret attaqué);

— 1 453 600 F, si la formule est utilisée en se référant à des valeurs moyennes journalières réelles (que l'exploitant peut faire déterminer à ses frais) lorsque ses efforts pour une épuration supplémentaire lui permettent de rester en deçà des valeurs maximales précitées (article 6, § 4, 3e phrase dudit décret);

— 1 199 800 F dans l'hypothèse où (en se référant également aux valeurs journalières) l'épuration serait à ce point parfaite qu'elle supprimerait toute émission résiduelle de matières en suspension et d'oxydabilité partielle.

Cette première comparaison montre que l'épuration la plus parfaite n'aboutirait qu'à une réduction de 253 000 F de la taxe annuelle.

A.3.1.4. Une seconde comparaison peut être faite avec une industrie déversant, non pas en eaux de surface mais en égouts, une quantité d'eau moindre mais bien plus polluée en vue de leur épuration en station d'épuration par un organisme d'épuration. La taxe annuelle, calculée selon la même formule, s'élèverait à 1 441 440 F eu égard au niveau élevé de pollution de l'eau, traduit en chiffres dans l'exemple cité par les requérantes; mais elle pourrait être réduite à 53 280 F dans l'hypothèse de l'épuration la plus parfaite, visée ci-dessus, tout effort de l'entreprise pour réduire l'émission de polluants étant récompensé par une réduction appréciable de la taxe.

A.3.1.5. La reproduction, par le législateur décréteur, de la formule de calcul critiquée et puisée dans une autre réglementation qui poursuivait d'autres objectifs a pour conséquence que celui qui déverserait de l'eau totalement pure mais en grandes quantités, tels les carriers, paierait proportionnellement plus que l'industriel qui déverserait de l'eau en moindre quantité mais incomparablement plus polluée.

A.3.1.6. Cette formule est discriminatoire vis-à-vis de ceux qui déversent leurs eaux usées en eaux de surface et qui, pour y être autorisés, doivent assurer une épuration à leurs frais, par rapport à ceux qui déversent en égout : alors que ceux-ci ne sont pas tenus à une telle obligation et que, par ailleurs, les dispositions de la loi du 28 mars 1971 prescrivant le paiement des redevances par ceux qui rejettent à l'égout, pour épuration par une station publique d'épuration, ont été abrogées, la taxe sera calculée de la même manière pour les déversements en eaux de surface et en égout.

Ainsi, la taxation accordant une importance relative excessive au débit est discriminatoire à l'égard de ceux qui rejettent en eaux de surface et s'assurent des conditions de leurs rejets par rapport à ceux qui polluent davantage parce qu'ils ont choisi de ne pas épurer eux-mêmes.

Position de la partie intervenante

A.3.2.1. Les comparaisons chiffrées avancées par les requérants reposent sur des données qui, sans être inexacts, ont été choisies de façon à rendre artificiellement extrêmes les effets de la formule établie par la disposition critiquée.

A.3.2.2. Contrairement à ce qu'affirment les requérants, la formule de taxation identique pour ceux qui rejettent en eaux de surface et pour ceux qui rejettent en égout n'est appliquée qu'au-delà d'un certain seuil théorique de charge polluante que les requérants n'atteignent pas en pratique.

A.3.2.3. Les requérants reprochant au décret d'être trop égalitaire en n'ayant pas calibré son effet à la situation particulière des carrières, l'on peut s'interroger sur la compétence de la Cour pour rectifier une inégalité de fait due à une inégalité de droit.

A.3.2.4. L'objectif du décret n'est pas seulement d'inciter les pollueurs à réduire eux-mêmes leur pollution pour éviter la charge fiscale ou à leur faire construire des stations d'épuration, mais aussi de disposer de recettes affectées à la politique de l'eau. Le manque de proportionnalité du décret ne semble donc pas avéré; le coût de l'épuration dépend autant de la nature des polluants que de la quantité d'eau rejetée, même si l'importance de ce dernier facteur peut apparaître disproportionnée dans la formule établie par la disposition attaquée.

Position de l'Exécutif régional wallon

A.3.3.1. L'objectif et la portée du décret sont rappelés en faisant observer que la section de législation du Conseil d'Etat n'a émis aucune objection relative à l'article 6 attaqué.

La jurisprudence de la Cour relative aux règles constitutionnelles de l'égalité des Belges et de la non-discrimination est également rappelée, en ce compris celle relative au pouvoir d'appréciation reconnu au législateur. Il en est conclu qu'il « appartient uniquement à la Cour d'arbitrage de vérifier si les mesures fiscales - ou parafiscales - incriminées sont susceptibles d'une justification objective et raisonnable. »

A.3.3.2. L'objectif principal du décret - et spécialement en ce qui concerne les eaux usées industrielles - est de lier le montant de la taxe aux coûts enregistrés par le niveau de pollution ou, autrement dit, aux conséquences néfastes que la pollution entraîne pour la collectivité. Il utilise pour ce faire une formule combinant un critère quantitatif et un critère qualitatif.

Or, « les conséquences respectives d'une réduction quantitative et d'une amélioration qualitative sur les coûts financiers engendrés par la pollution ne sont pas proportionnellement identiques.

Plus précisément, une amélioration qualitative des eaux usées n'a aucune incidence sur le volume d'eau à traiter, c'est-à-dire sur la quantité d'eau à épurer. La diminution des coûts financiers liés à l'épuration est dès lors très faible.

Inversement, toute compression quantitative réduit le volume d'eau à épurer et, partant, entraîne une diminution importante des charges financières inhérentes à l'épuration.

Admettre un raisonnement contraire reviendrait à encourager les entreprises à diluer les matières polluantes dans une grande quantité d'eau : moins la pollution serait concentrée, moins la taxe serait élevée. Un tel procédé n'aurait naturellement aucun sens. »

A.3.3.3. Il n'est pas discriminatoire de traiter de manière identique les entreprises industrielles rejetant leurs eaux usées en égout et celles les rejetant en eau de surface. Sans doute le coût financier des rejets en égout est-il plus élevé; mais l'environnement souffre davantage des rejets en eaux de surface dès lors que :

— la quantité d'eau déversée est plus importante;

— cette eau n'a bénéficié d'aucune épuration.

La distinction entre les deux types de déversements n'est d'ailleurs pas à l'abri de la critique, de nombreux égouts débouchant dans un cours d'eau sans que l'eau ait été épurée.

Il est par ailleurs inexact de soutenir que les autorisations de rejet en eaux de surface visées par le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution sont subordonnées à des conditions obligeant l'impétrant à une épuration à ses frais : ledit décret se borne à habiliter l'autorité compétente à subordonner la délivrance de ces autorisations à des conditions tendant à préserver la qualité de l'eau.

A.3.3.4. Le but principal du décret est financier et non, comme le soutiennent les requérants, de récompenser les entreprises ayant fait des investissements destinés à réduire la pollution des eaux rejetées : il ne s'agit là que d'un objectif subordonné. L'on peut envisager la situation de deux entreprises payant une taxe équivalente alors que l'une aurait des activités plus polluantes que l'autre mais aurait pris l'initiative d'investir des sommes importantes dans un système propre d'épuration qui la dispense de payer une taxe bien plus importante.

A.3.3.5. Le décret attaqué se situe dans la perspective tracée par la recommandation du Conseil des Communautés européennes du 3 mars 1975 relative à l'imputation des coûts et à l'intervention des pouvoirs publics en matière d'environnement (J.O.C.E. 1975, n° 194-1) qui impose un financement par voie de taxes (dénommées « redevances ») ayant pour objet :

— soit de faire supporter au pollueur sa quote-part des dépenses des mesures collectives telles l'épuration : c'est la fonction de redistribution, à laquelle le décret a donné la préférence;

— soit d'inciter le pollueur à réduire lui-même la pollution dont il est l'auteur : c'est la fonction d'incitation que le décret retient qu'à titre accessoire, dans la mesure où cela contribue à résorber le coût financier de la pollution à supporter par la collectivité.

Réponse des parties requérantes

Quant à l'argumentation de l'Exécutif régional wallon

A.3.4.1. Il n'est pas contesté que l'objectif du décret est d'appliquer le principe « pollueur-payeur », lequel a lui-même pour objectif de diminuer la pollution en incitant à l'épuration et en dégageant des ressources destinées à financer les assainissements. C'est au regard de cet objectif qu'il convient d'apprécier la norme attaquée.

A.3.4.2. La distinction entre déversements en égout et déversements en eaux de surface doit être appréciée au regard du régime d'autorisation prévu pour les déversements d'eaux usées organisé par le décret du 7 octobre 1985. Ce régime distingue, d'une part, les déversements soumis de plein droit à autorisation en vertu du décret et ceux pour lesquels le régime d'autorisation ne s'appliquera que si l'Exécutif régional en décide ainsi et, d'autre part, les déversements dans les eaux de surface ordinaires et les déversements dans les égouts publics, qui sont soumis à des conditions beaucoup moins rigoureuses.

Les travaux préparatoires du décret attaqué révèlent que le législateur n'a pas voulu, en ce qui concerne la taxe, reprendre la distinction qu'il avait établie en ce qui concerne les autorisations : il a au contraire voulu, dans un premier temps, ne pas créer de différence entre l'industriel rejetant dans un égout et celui qui déverse en eaux de surface, la taxe étant par ailleurs proportionnelle aux rejets et, dans un second temps, aboutir à ce que la « liberté de polluer » coûte de plus en plus cher.

C'est donc bien parce que la taxe est censée être proportionnelle aux rejets polluants qu'aucune différence ne fut introduite entre ceux qui rejettent en eaux de surface et ceux qui rejettent en égout.

A.3.4.3. Il n'est pas contesté que la formule établie par la disposition attaquée et permettant le calcul de la charge polluante est celle établie par l'arrêté ministériel du 15 février 1974 exécutant l'article 4, § 2, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface afin de calculer la contribution des entreprises aux frais de gestion et de fonctionnement des sociétés d'épuration. Cela a pour effet d'attribuer une importance injustifiée au critère de la quantité d'eau déversée en liant ce critère à un facteur constant (0,2) non représentatif de la pollution de l'eau : la taxe sera élevée dès lors que le volume de l'eau est important, même si son niveau de pollution est réduit.

L'on traite ainsi de la même manière ceux qui (parce qu'ils ont fait des efforts d'épuration qui leur permettent d'être autorisés à déverser leurs eaux usées dans les eaux de surface) polluent moins et ceux qui (parce qu'ils ont choisi de ne pas épurer eux-mêmes) polluent plus.

A.3.4.4. Les effets de la disposition attaquée sont inadéquats et disproportionnés par rapport au but poursuivi; les requérantes, qui rejettent en eaux de surface des eaux peu polluées en grande quantité, sont en effet contraintes à payer une taxe dont le montant est disproportionné et discriminatoire au regard du montant de la taxe due par ceux qui déversent en égout des eaux plus polluées en quantité moindre : le produit de la taxe payée par les requérantes devrait dès lors être affecté au financement de mesures permettant d'épurer l'eau polluée déversée par d'autres qui sont, au regard de l'objectif d'assainissement des eaux, traités d'une manière beaucoup plus favorable.

Dès lors que les coûts d'épuration ont été supportés avant le déversement (en eaux de surface) et qu'aucun coût ne sera lié à une épuration future, il ne peut être soutenu, comme le fait l'Exécutif, que l'amélioration qualitative des eaux usées n'aurait aucune incidence sur le volume d'eau à traiter.

Peu importe, à cet égard, que :

— les conditions de rejet en eaux de surface ne soient pas rendues obligatoires par le législateur lui-même dès lors qu'il n'est pas contesté que ces conditions sont, en vertu du décret de 1985, que l'eau rejetée en surface soit très peu polluée;

— les égouts débouchent très rapidement dans un cours d'eau sans que l'eau ait été épurée; précisément, le produit de la taxe devrait être affecté à des mesures d'épuration, celles-ci permettant de traiter les eaux déversées en égout avant qu'elles n'aboutissent en eaux de surface.

A.3.4.5. Les requérantes contestent comme suit la prise en compte, par la formule établie par la disposition critiquée, des frais liés à la seule quantité d'eau : « Il est évident que la charge polluante dépend de deux paramètres, l'un quantitatif, l'autre qualitatif. En l'espèce, cependant, le terme quantitatif (le débit) n'est pas seulement multiplié par d'autres qui sont représentatifs de la pollution mais aussi par un terme fixe ($a = 0,20$).

La multiplication du débit par un terme fixe se justifie lorsqu'il s'agit de déversements en égouts puisqu'il ne fait aucun doute que les frais liés au transport de l'eau par égout puis à l'épuration avant le rejet en eau de surface dépendent non seulement du terme qualitatif (la pollution) mais aussi en tant que tel, c'est-à-dire indépendamment de la pollution qu'elle contient, du terme quantitatif (le débit d'eau); ainsi, la capacité des égouts et le volume des stations d'épuration seront-ils fonction, notamment, du seul débit de l'eau et pas seulement de la multiplication du débit et de la pollution.

Par contre, lorsque l'eau peut être déversée en surface, parce qu'elle a déjà été épurée, il est absurde, pour calculer sa charge polluante, de multiplier le débit par un terme fixe, représentatif des frais liés à la seule quantité d'eau, puisque ces frais ont déjà été pris en charge par l'entreprise avant le déversement et que les eaux déversées ne feront plus l'objet d'une épuration.

A.3.4.6. L'on constate d'ailleurs que le décret flamand du 21 décembre 1990 (article 35^{quater}, § 1er, 2°) n'a pas prévu de tel terme fixe lorsqu'il s'agit d'un raccordement aux eaux de surface normales ou à des canaux artificiels de dérivation d'eau de pluie.

A.3.4.7. L'exemple choisi par l'Exécutif paraît dès lors démontrer qu'il n'a pas compris la portée de la formule critiquée parce que cet exemple repose sur une hypothèse inexacte :

« Il est, en effet supposé qu'au moment du déversement, « le niveau de pollution » - il faut lire, en réalité, la charge polluante - est le même dans les deux entreprises; l'épuration à laquelle il fut procédé a pu entraîner la diminution des termes représentatifs de la concentration de la pollution dans la formule que contient l'article 6 mais le calcul de la charge polluante n'est pas le seul produit du volume et de la pollution puisque le volume d'eau est également multiplié par un terme fixe, indépendant de la pollution et sur lequel aucune mesure d'épuration ne peut avoir d'incidence. Au moment du déversement, la première entreprise aura pu diviser le deuxième facteur de la formule (P, dans la formule N - charge polluante - = Q - quantité - x P - terme qualitatif) par autant de fois que son débit est plus élevé; cependant elle ne peut agir que sur une partie des termes composant ce facteur, ceux qui sont représentatifs de la concentration de la pollution, elle ne le peut sur le terme fixe (a) que la formule impose et qui est constant : il continuera à multiplier le facteur débit indépendamment de toute pollution. »

A.3.4.8. L'exemple est en outre critiquable puisqu'il se fonde sur l'hypothèse dans laquelle les deux entreprises déversent toutes deux soit en égouts soit en eaux de surface alors que le requérant critique la discrimination consistant à traiter tous les déversements comme s'ils étaient faits en égout alors qu'ils ne le sont que lorsque l'eau déversée est à ce point polluée qu'elle doit subir, hors de l'entreprise, une épuration.

A.3.4.9. En revanche, les exemples cités par les requérantes montrent que le déversement d'eau distillée entraînerait encore le paiement d'une taxe importante. Un système dans lequel ceux qui supportent l'épuration et déversent une grande quantité d'eau très peu polluée, paient pour les pollueurs qui ont choisi de ne pas épurer ne peut être sérieusement considéré comme un dispositif de mutualisation.

Quant à l'argumentation de la partie intervenante

A.3.4.10. Eu égard aux volumes des eaux déversées annuellement par les requérantes, les exemples choisis par elles ne sont en rien artificiels.

A.3.4.11. La norme attaquée s'applique de manière identique aux déversements en eaux de surface et aux déversements en égout, et non seulement au-delà d'un certain seuil théorique de charge polluante.

A.3.4.12. Les requérantes invoquent la violation d'une règle de droit et n'aperçoivent pas ce que signifie l'appréciation selon laquelle il n'apparaîtrait pas évident que la Cour soit compétente « pour rectifier une inégalité de fait due à une inégalité de droit ».

A.3.4.13. Les requérantes épurent elles-mêmes leurs eaux usées. L'on ne comprend pas, dès lors, l'affirmation selon laquelle il faudrait procurer des moyens financiers à la Région dans la mesure où il ne serait pas rentable, pour les carriers, d'épurer eux-mêmes leurs eaux d'exhaure.

B.3.1. Les requérantes reprochent à la disposition attaquée d'instaurer une discrimination contraire aux articles 6 et 6bis de la Constitution en ce que la formule qu'elle établit pour calculer la charge polluante qui détermine le montant de la taxe à laquelle sont soumis ceux qui déversent des eaux usées industrielles donne une importance relative au débit qui apparaît excessive par rapport à celle donnée au degré de pollution des eaux déversées, de telle sorte que les industriels rejetant en surface de grandes quantités d'eaux usées non polluées ou faiblement polluées sont discriminés par rapport à ceux qui rejettent en surface ou en égout des eaux usées dont le degré de pollution est plus élevé.

B.3.2. Selon la formule établie par la disposition critiquée, le nombre N d'unités de charge polluante est la somme de trois termes. Le premier de ces trois termes est fonction d'un chiffre représentant le seul volume d'eau déversée (Q/q). Le second et le troisième sont fonction, à la fois, dudit volume d'eau déversée et, respectivement, de la teneur en matières en suspension de ces eaux (MS/ms) et de leur oxydabilité (OP/op), indice de pollution par matières organiques. Chacun des trois termes est affecté d'un coefficient de pondération : 20 % (a) pour le premier, 35 % (b) pour le second, 45 % (c) pour le troisième. Les deux derniers représentent, respectivement, la part des coûts de l'épuration mécanique permettant l'élimination des matières en suspension et la part des coûts de l'épuration biologique. Le premier a pour origine une prise en compte des coûts fixes de l'épuration qui tiennent au transport et au stockage des eaux usées. La formule litigieuse est en effet empruntée intégralement à l'arrêté ministériel du 15 février 1974 qui déterminait un élément du calcul de la contribution due aux sociétés d'épuration elles-mêmes pour le traitement de l'eau déversée, en vertu des articles 15 et 21, § 3, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

Bien que la disposition jugée discriminatoire par les requérantes prenne en compte à la fois le volume des eaux déversées et leur degré de pollution, il apparaît de leur argumentation que la formule retenue pour établir le chiffre N (à multiplier par 360 francs pour déterminer le montant de la taxe), à savoir :

$$N = \frac{Q}{q} (a + bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op})$$

n'est critiquée ni en tant qu'elle est applicable aux déversements en égout ni, même lorsqu'elle s'applique aux déversements en surface, pour la partie de N qui équivaut à :

$$\frac{Q}{q} (bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op})$$

La formule est critiquée en tant seulement que N contient en outre, même pour les eaux déversées en surface, l'élément Q/q multiplié par a. L'argumentation des requérantes revient donc à soutenir que, pour les déversements en surface, la formule devrait être différente, et se limiter à :

$$N = \frac{Q}{q} (bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op})$$

En d'autres termes, la partie de la taxe qui est fonction, non pas de la quantité d'eau polluée, mais de la quantité d'eau considérée indépendamment de sa pollution, ne se justifierait pas pour les déversements en surface.

B.3.3. Les règles constitutionnelles de l'égalité des Belges et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre certaines catégories de personnes pour autant que le critère de différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable. Les mêmes règles s'opposent par ailleurs à ce que soient traitées de manière identique, sans qu'apparaisse une justification objective et raisonnable, des catégories de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure considérée, sont essentiellement différentes.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.3.4. Les objectifs déclarés par le législateur sont, pour financer la politique d'assainissement des eaux, d'une part de faire supporter le coût de l'épuration par les pollueurs (le financement « ne peut s'effectuer que par le biais du principe 'pollueur-payeur', concrétisé par une taxe spécialement affectée »), d'autre part d'inciter les entreprises à ne pas polluer et donc au besoin à épurer elles-mêmes (Doc. C.R.W. 152 (1989-1990), exposé général des motifs, n° 1, pp. 4 et 7 et rapport, n° 4, p. 6).

Les deuxième et troisième termes de la formule critiquée sont fonction du volume et du degré de pollution des eaux déversées en surface ou en égout. Le législateur décretaal qui prend en compte de tels termes pour le calcul de la charge polluante des eaux usées prend une mesure adéquate au regard des objectifs qu'il poursuit. En effet, lorsque l'eau doit être épurée, le degré de pollution et la quantité d'eau polluée se combineront pour représenter une charge financière; et lorsque l'eau est déversée en surface et n'est donc pas destinée à être épurée, le calcul de la taxe en fonction des mêmes éléments peut être de nature à inciter les entreprises à déverser une eau peu ou non polluée.

B.3.5. Le terme Q/q multiplié par a prend aussi en compte le débit d'eau, mais cette fois sans avoir égard à l'état de celle-ci. Il représentait, dans la réglementation à laquelle la formule a été empruntée, les coûts fixes de l'épuration qui tiennent au transport et au stockage des eaux usées. Cette réglementation attribuait aux sociétés d'épuration des ressources financières provenant de contributions à charge des entreprises déversant leurs eaux usées dans un égout public ou dans un collecteur de la société d'épuration; la formule en cause permettait le calcul de ces contributions et ne s'appliquait pas, par définition, aux rejets en eaux de surface.

Si la prise en compte de frais fixes d'épuration se justifie pour les eaux usées, polluées ou non, qui doivent être l'objet d'un traitement dans une station d'épuration; elle ne se justifie pas pour celles qui, rejetées en eaux de surface, ne sont pas transportées dans des stations d'épuration et ne sont pas stockées aux fins d'épuration. L'élément « a » de la formule critiquée ne se justifie pas davantage par le souci d'inciter à l'épuration puisqu'il est, à la différence des autres éléments, indépendant de la pollution. Il en est ainsi d'autant plus que, par l'effet de la réglementation en vigueur, les déversements autorisés en surface ne peuvent être aussi polluants que ceux qu'il est permis de faire en égout (arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, articles 7 et 10).

La circonstance que la taxe est destinée à créer des moyens financiers ne justifie pas son mode de calcul dès lors qu'elle se décompose, selon une formule détaillée, en plusieurs variables dissociables dont chacune correspond à un objectif plusspécifique que celui de créer des ressources financières puisqu'elle est présentée comme un élément de la « charge polluante » à laquelle, aux termes de l'article 4 du décret, la taxe est « proportionnelle ».

L'objectif poursuivi par le législateur décretaal ne lui permet pas de soumettre sans justification à une même réglementation des entreprises industrielles entre lesquelles existe cette différence essentielle au regard de la mesure considérée, de rejeter en surface ou en égouts leurs eaux usées.

B.3.6. Le moyen unique est fondé en tant que la formule critiquée contient l'élément Q/q multiplié par a pour les déversements en eaux de surface.

Quant aux autres griefs formulés par le recours

B.4. Les requérantes formulent en outre divers griefs mais déclarent : « Il ne fait aucun doute que la requête se donne comme seul objet l'annulation de l'article 6 du décret du 30 avril 1990.

Ce n'est évidemment pas parce que, présentant le décret litigieux, les parties requérantes ont cru devoir attirer l'attention sur d'autres incohérences que celles que critique le moyen que l'observation de telles incohérences doit être tenue pour la formulation d'un moyen d'annulation. »

Il n'y a pas lieu d'examiner des griefs étrangers au moyen unique sur lequel s'appuie la demande d'annulation.

Par ces motifs,

La Cour

décète le désistement de la S.A. des Carrières et Fours à chaux de la Meuse, dernière partie requérante;

annule, dans la formule figurant à l'article 6, § 1er, alinéa 1er, du décret de la Région wallonne du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, les termes « a + » en tant qu'ils s'appliquent à des eaux industrielles déversées en eaux de surface;

rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 8 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 12 mars 1992.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen.

Le président,

I. Pétry

ARBITRAGEHOF

N. 92 — 1134

[C — 21115]

Arrest nr. 16/92 van 12 maart 1992

Rolnummer : 255

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 6 van het decreet van het Waalse Gewest van 30 april 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques (tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater).

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters I. Pétry en J. Delva, en de rechters F. Debaedts, L. De Grève, H. Boel, L. François en P. Martens, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder het voorzitterschap van voorzitter I. Pétry,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering*

Bij een verzoekschrift overgezonden aan het Hof per op 21 december 1990 ter post aangetekende brief, wordt de vernietiging van artikel 6 van het decreet van het Waalse Gewest van 30 april 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1990, gevorderd door Baroid Minerals Inc., vennootschap naar Amerikaans recht, waarvan de zetel gevestigd is in de Staat Delaware (V.S.), te Wilmington, West Tenth Street 100, en waarvan de Belgische vestiging gelegen is route de Mellet 171, te 6220 Fleurus;

de n.v. Carrières d'Antoing, waarvan de zetel gevestigd is rue du Coucou 8, te 7640 Antoing;

de n.v. Carrières Dullière, waarvan de zetel gevestigd is rue du Cerisier 4-8, te 6031 Monceau-sur-Sambre;

de n.v. Carrières et Fours à chaux Dumont-Wautier, waarvan de zetel gevestigd is rue Charles Dubois 28, te 1342 Ollignies-Louvain-la-Neuve;

de n.v. Carrières Gauthier et Wincqz, waarvan de zetel gevestigd is rue Grégoire Wincqz, te 7060 Zinnik;

de n.v. Carrières du Hainaut, waarvan de zetel gevestigd is rue de Cognebeau 245, te 7060 Zinnik;

de n.v. Carrières Lemay, waarvan de zetel gevestigd is Vieux Chemin de Mons 12, te 7560 Doornik;

de n.v. Carrières Thone, waarvan de zetel gevestigd is rue de Tailfer 14, te 5160 Profondeville (Lustin);

de n.v. Carrières unies de Porphyre, waarvan de zetel gevestigd is Belle-Vuestraat 64, te 1050 Brussel;

de n.v. Cimenteries C.B.R., waarvan de zetel gevestigd is Steenweg op Ter Hulpen 185, te 1170 Watermaal-Bosvoorde;

de n.v. Ciments d'Obourg, waarvan de zetel gevestigd is rue des Fabriques 2, te 7048 Obourg;

de n.v. Compagnie des Ciments belges, waarvan de zetel gevestigd is Grand-Route 260, te 7530 Doornik (Gaurain-Ramecroix);

de n.v. Gralex, waarvan de zetel gevestigd is rue du Faubourg 35, te 1381 Quenast;

de n.v. Obourg Granulats, waarvan de zetel gevestigd is rue des Fabriques 2, te 7048 Obourg;

de b.v.b.a. Sablières de Freyr, waarvan de zetel gevestigd is boulevard Pierre Mayence 19, te 8000 Charleroi;

de n.v. Carrières et Fours à chaux de la Meuse, waarvan de zetel gevestigd is rue du Château 13A, te 5210 Seilles;

woonplaats kiezende op het kantoor van Mr. J. Bourtembourg, advocaat, Zwitserlandstraat 24, te 1060 Brussel.

II. Rechtspleging

Bij beschikking van 24 december 1990 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers L. François en H. Boel hebben geoordeeld dat er geen reden was tot toepassing van de artikelen 71 en volgende van de voormelde organieke wet op het Hof.

Conform artikel 76 van de organieke wet is van het beroep kennisgegeven bij op 16 januari 1991 ter post aangetekende brieven, op 17 en 18 januari 1991 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Nadat voorzitter J. Sarot zijn emeritaat had genomen en Mevr. I. Pétry als voorzitter was aangesteld is rechter P. Martens aangewezen ter aanvulling van de zetel bij beschikking van 16 januari 1991.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1991 bekendgemaakt.

De vereniging zonder winstoogmerk « Fédération sportive des Pêcheurs francophones de Belgique », waarvan de zetel gevestigd is Wynantsstraat 33, te Brussel, de vereniging zonder winstoogmerk « Greenpeace Belgium », waarvan de zetel gevestigd is Vooruitgangstraat 317, te Brussel, Jean Servais, houder van een visverlof, woonachtig rue du Pont 20, te Hamoir, de beroepsvereniging « Union des Pêcheurs de l'Ourthe et de l'Ambève », waarvan de zetel gevestigd is rue Méan 231 te Grâce-Hollogne, hebben bij op 18 februari 1991 ter post aangetekende brief een gemeenschappelijke memorie van tussenkomst ingediend.

De Waalse Gewestexecutieve, rue de Fer 42, te 5000 Namen, heeft bij op 4 maart 1991 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Conform artikel 89 van de organieke wet zijn afschriften van die memories overgezonden bij op 13 maart 1991 ter post aangetekende brieven, op 14 en 15 maart 1991 aan hun geadresseerden bezorgd.

De verzoekende vennootschappen hebben bij op 15 april 1991 ter post aangetekende brief een memorie van antwoord ingediend.

Bij beschikking van 4 december 1991 heeft het Hof beslist dat de zaak in gereedheid is en de terechtzitting op 9 januari 1992 vastgesteld.

Van die beschikking is aan de partijen kennisgegeven, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 5 december 1991 ter post aangetekende brieven, op 11 december 1991 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Bij akte van 18 november 1991, aan het Hof toegezonden bij op 13 december 1991 ter post aangetekende brief, doet de n.v. Carrières et Fours à chaux de la Meuse, zestiende verzoekende partij, afstand van haar beroep.

Van die akte is kennisgegeven aan de andere partijen bij op 23 december 1991 ter post aangetekende brieven, op 24 en 30 december 1991 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Bij beschikking van 6 januari 1992 is de terechtzitting naar 8 januari 1992 verschoven.

Van die beschikking is aan de partijen en aan hun advocaten kennisgegeven bij op 6 januari 1992 ter post aangetekende brieven, op 7 en 13 januari 1992 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Op de terechtzitting van 8 januari 1992 :

— zijn verschenen :

Mr. J. Bourtembourg, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;

Mr. A. Lebrun, advocaat bij de balie te Luik, voor de tussenkomende partijen;

Mr. M. Verdussen loco Mr. P. Lambert, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Waalse Gewestexecutieve;

— hebben de rechters L. François en H. Boel respectievelijk in het Frans en in het Nederlands verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

Bij beschikkingen van 22 mei 1991 en 12 december 1991 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen respectievelijk tot 21 december 1991 en 21 juni 1992 verlengd.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de organieke wet van 6 januari 1989, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van de bestreden bepalingen

1. Algemeen

Het decreet van 30 april 1990 voert een jaarlijkse belasting in op de lozingen van afvalwater met uitzondering van koelwater (artikel 2) waaraan zowel de particulieren als de ondernemingen en overheidsdiensten onder de door het decreet vastgestelde voorwaarden zijn onderworpen (artikel 3).

Artikel 1, 6°, van het decreet omschrijft de lozing van afvalwater als « het introduceren van afvalwater in grond- of oppervlaktewater via een buizensysteem of door ieder ander middel, met uitzondering van de natuurlijke afvloeiing van het regenwater ».

Artikel 1, 7°, omschrijft afvalwater als langs kunstmatige wegen vervuild water of water dat werd gebruikt, met inbegrip van koelwater, water van kunstmatige afwatering afkomstig van regenwater en water dat wordt gezuiverd met het oog op de lozing ervan.

Wat ander afvalwater dan industrieel afvalwater betreft, bepaalt het decreet dat de belasting evenredig is met het volume geloosd water (artikelen 12 en 13).

De belasting op het lozen van industrieel afvalwater is daarentegen evenredig met de verontreinigende last van het geloosde afvalwater (artikel 4). De bestreden bepaling (artikel 6) behelst de berekeningswijze van die verontreinigende last; de belasting wordt vastgesteld op 360 F (artikel 5) per aldus berekende vervuilingseenheid (artikel 10).

2. De aangevochten bepaling

Het aangevochten artikel 6 bepaalt :

« § 1. De afvoer van verontreinigende stoffen in het geloosde industriële afvalwater wordt berekend overeenkomstig de volgende formule :

$$N = \frac{Q}{q} \left(a + bT_1 \frac{MS}{ms} + cT_2 \frac{OP}{op} \right)$$

waarin :

- N het aantal afvoereenheden van verontreinigende stoffen;
- Q het gemiddelde volume afvalwater uitgedrukt in liter dat door de onderneming in 24 uur geloosd wordt tijdens de maand van het jaar gedurende dewelke de activiteit het grootste is;
- MS het gemiddelde gehalte aan zwevende stoffen in het water waarop Q betrekking heeft;
- OP de gemiddelde gedeeltelijke oxideerbaarheid van het water waarop Q betrekking heeft na 2 uur bezinking, zij wordt verkregen op basis van het biochemisch zuurstofverbruik (BOD) en van het chemisch zuurstofverbruik (COD) van het bezonken water bereikt aan de hand van de volgende formule :

$$OP = \frac{2}{BOD + COD} 3'$$

waarin :

- q en ms het volume van en het gehalte aan zwevende stoffen in het water waarop de afvoereenheid van verontreinigende stoffen betrekking heeft;
 - op de gemiddelde gedeeltelijke oxideerbaarheid van het water waarop de afvoereenheid van verontreinigende stoffen betrekking heeft na een statische bezinking van 2 uur; zij is forfaitair vastgesteld op 70 % van de gedeeltelijke oxydeerbaarheid van het niet bezonken water, bepaald overeenkomstig de voormelde formule;
 - T1 de behandelingscoëfficiënt van de zwevende stoffen die het geloosde water bevat;
 - T2 de behandelingscoëfficiënt van de organische stoffen die het geloosde water na een statische bezinking van 2 uur bevat;
- a, b, c zijn coëfficiënten die aan de verdeling van de zuiveringskosten beantwoorden; de som ervan is gelijk aan 1.

§ 2. De coëfficiënten a, b, c, T1 en T2 behouden de volgende waarden :

T1 en T2 : 1;

a : 0,20;

b : 0,35;

c : 0,45.

§ 3. De in § 1 vermelde afvoereenheid van verontreinigende stoffen wordt bepaald als volgt : 180 liter afvalwater met een gehalte aan zwevende stoffen van 500 mg per liter, een biochemisch zuurstofverbruik van 300 mg per liter in vijf dagen, een chemisch zuurstofverbruik van 750 mg per liter en een gehalte aan kjeldahlstikstof van 55 mg per liter.

§ 4. De in § 1 vermelde gemiddelde waarden zijn de dagelijkse gemiddelde waarden die in de lozingsvergunning van de belastingplichtige worden vermeld, wanneer die vergunning zulke waarden omvat. Wanneer de vergunning slechts maximumwaarden voor de voormelde parameters vermeldt, dienen die maximum waarden te worden gebruikt. In dit geval, alsmede bij gebrek aan vergunning, kan de belastingplichtige niettemin werkelijke dagelijkse gemiddelde waarden gebruiken die op zijn kosten door de door de Executieve erkende zuiveringsinrichting worden bepaald.

§ 5. Wanneer de concentratie aan kjeldahlstikstof van het geloosde water de 75 mg/l overschrijdt,

wordt de term OP/op vervangen door een term OT/ot

waarin OT gelijk is aan COD + 4,75 NK

en ot gelijk is aan cod + 4,57 nk.

In dit geval is de in § 2 vermelde coëfficiënt c gelijk aan 0,4.

§ 6. Wanneer het Bestuur de aanwezigheid van stoffen in het geloosde water ontdekt waarvan de aard volgens het bestuur het meten van de BOD kan vervalsen, kan ze bij de vaststelling van het aantal afvoereenheden van verontreinigende stoffen de parameter BOD vervangen door de parameter COD/1,5.

§ 7. De eventuele wijzigingen van de in de vorige paragrafen opgenomen bepalingen zullen slechts volgend jaar in werking treden. (Vertaling zoals verschenen in het *Belgisch Staatsblad*).

3. De door artikel 6, § 1 van het bestreden decreet ingevoerde formule

De « afvoereenheid van verontreinigende stoffen » (of eenheid van verontreinigende last) blijkt dus af te hangen van de hoeveelheid geloosd water (Q/q) en het vervuilingniveau van het water; dat niveau wordt op zijn beurt vastgesteld op grond van het gehalte aan zwevende stoffen in dat water (MS/ms), de gedeeltelijke oxideerbaarheid ervan (OP/op) en constante elementen.

Volgens de Memorie van Toelichting van het aangevochten decreet staat de eenheid van verontreinigende last « in verhouding tot een precieze hoeveelheid van zwevende stoffen, organische en anorganische stoffen die zuurstof opnemen en tot een precieze hoeveelheid stikstof in een welbepaald watervolume. » (Vertaling) (C.R.W. 152 (1989-1990), n° 1, p. 8)

IV. In rechte

Ten aanzien van het belang van de tussenkommende partijen

Standpunt van de tussenkommende partijen

A.1.1. De eerste tussenkommende partij dient zich aan als één van de twee grootste vissersbonden van Wallonië, die volgens haar statuten de materiële en morele belangen van de sportvissers behartigt, en met name tegen de watervervuiling strijdt. Deze partij is van oordeel dat de vernietiging van het bestreden decreet grote vertraging zou opleveren voor het waterzuiveringsbeleid wegens het uitblijven van de belastingontvangsten die dat decreet daarvoor bestemt.

De tweede tussenkommende partij voert analoge gronden aan; haar doel is zowel de bescherming van het leef- als van het zeemilieu.

De derde tussenkommende partij, die houder is van een visverlof, is van mening dat haar visrecht wordt geschaad wanneer de waterkwaliteit niet verbetert.

De vierde tussenkommende partij heeft als doel de bescherming van de beroepsbelangen van haar leden-vissers, die in een gebied vissen met een sterke concentratie van groeven.

Antwoord van de verzoekende partijen

A.1.2.1. Het verzoek tot tussenkomst van de laatste tussenkommende partij is niet ontvankelijk omdat die geen beslissing ad hoc van haar desbevoegde organen heeft ingediend.

A.1.2.2. De tussenkommende partijen doen niet van een rechtstreeks belang blijken: de bestreden bepaling treft hen niet rechtstreeks, zelfs indien de opbrengst van de belasting aan de verbetering van de waterkwaliteit wordt besteed.

Het doel van de tussenkommende rechtspersonen is dermate ruim en het belang dat een houder van een visverlof erbij heeft dat de waterkwaliteit wordt beschermd, is van dien aard dat de aangevoerde belangen niet verschillen van die welke allen die belang hebben bij de kwaliteit van het water, of zelfs al diegenen die langs een zee wonen waarin een rivier die door het Waalse Gewest stroomt mocht uitmonden, zouden kunnen laten gelden.

B.1.1. Artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 staat ieder die van een belang doet blijken toe een memorie in te dienen wanneer bij het Hof een beroep tot vernietiging is ingesteld.

B.1.2. Indien een vereniging zonder winstoogmerk, die zich op een collectief belang beroept, toegang wenst tot het Hof, is allereerst vereist dat het maatschappelijk doel van de vereniging van bijzondere aard is en derhalve onderscheiden van het algemeen belang, dat dit maatschappelijk doel werkelijk wordt nagestreefd, wat moet blijken uit de concrete activiteiten van de vereniging, dat de vereniging blijkt geeft van een duurzame werking, zowel in het verleden als in het heden en dat het collectief belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt.

B.1.3. Het maatschappelijk doel van de eerste tussenkommende partij valt samen met de behartiging van het algemeen belang in zoverre het bestaat in « het voorzien in alle maatregelen die op het gebied van de binnenvisserij moeten genomen worden ter zake van het algemeen belang van de Franstalige Gemeenschap van België » (vertaling), maar het blijft bijzonder in zoverre het er ook in bestaat « de materiële en morele belangen van de sportvissers te verdedigen, meerbepaald de waterverontreiniging te bestrijden ». De eerste tussenkommende partij toont evenwel niet aan in hoeverre uit haar concrete activiteiten blijkt dat haar maatschappelijk doel werkelijk wordt nagestreefd. De tussenkomst is niet ontvankelijk.

B.1.4. Het maatschappelijk doel van de tussenkommende partij Greenpeace Belgium v.z.w. is de bescherming en het beheer van de natuur en het milieu en inzonderheid de bescherming en/of instandhouding van het zeemilieu wanneer het bedreigd wordt door de directe of indirecte tussenkomst van de mens. Uit de bekendheid van de activiteiten van die vereniging blijkt voldoende dat haar maatschappelijk doel werkelijk nagestreefd is en wordt. De tussenkomst is ontvankelijk.

B.1.5. Het blijkt niet op welke wijze de derde tussenkommende partij door de beslissing van het Hof met betrekking tot de bestreden bepaling rechtstreeks zou kunnen worden geraakt. Haar tussenkomst is niet ontvankelijk.

B.1.6. De vierde tussenkommende partij is een erkende beroepsvereniging. Luidens de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen, mag de vereniging « in rechte optreden, hetzij om te eisen, hetzij om te verweren, voor de verdediging van de individuele rechten waarop haar leden aanspraak mogen maken als deelgenoten, onverminderd het recht voor die leden om rechtstreeks op te treden, zich bij het geding aan te sluiten of tussen te komen in de loop van het rechtsgeding ».

Het blijkt evenwel niet op welke wijze de leden van deze beroepsvereniging door de beslissing van het Hof met betrekking tot de bestreden bepaling rechtstreeks zouden kunnen worden geraakt. De tussenkomst is niet ontvankelijk.

Ten gronde

Ten aanzien van de toepasselijkheid van het decreet op « groevewater » (eaux d'exhaure)

Standpunt van de verzoekende partijen

A.2.1. De verzoekende partijen exploiteren groeven. De exploitatie van groeven geeft aanleiding tot de incidentele toevloeiing van grond-, oppervlakte- en regenwater dat zwevendeminerale stoffen kan bevatten. Dat « groevewater » (een combinatie van hemelwater, afvloeiwat en grondwater) vormt een bijzondere last voor de groeven; nu is het echter zo dat, « omdat anders onmogelijk kan worden voortgeëxploiteerd, het water uit de groeve moet worden gepompt en vervolgens geloosd ».

Krachtens de bepalingen van artikel 6, § 1, van het decreet van 7 oktober 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution en artikel 2 van het besluit van de Executieve van 9 maart 1989, is de lozing buiten de onderneming vergunningsplichtig, wat onder meer impliceert dat het geloosde water niet meer dan 80 mg zwevende stoffen per liter mag bevatten. Het water moet dus eventueel vóór lozing worden gezuiverd.

Het onder die voorwaarden geloosde water wordt beschouwd als « afvalwater », waarvan de lozing vergunningsplichtig is krachtens het decreet van 7 oktober 1985 en belastingplichtig krachtens het decreet van 30 april 1990. »

Standpunt van de Waalse Gewestexecutieve

A.2.2. Het « groevewater » is op zichzelf geen afvalwater; het is slechts belastbaar omdat het, verdund met afvalwater, kunstmatig vervuild water wordt in de zin van artikel 1, 7°, van het decreet van 30 april 1990.

De bewijsvoering van de verzoekende partijen rust op het feit dat dit procédé van verdunning zuiverend zou werken : dat kan evenwel niet worden staande gehouden, aangezien, ook al wordt de verhouding vervuulende stoffen verminderd, de hoeveelheid vervuild water toeneemt.

Antwoord van de verzoekende partijen

A.2.3.1. Bij de exploitatie van een groeve blijkt noodzakelijkerwijs incidenteel grond, oppervlaktewater en regenwater, dat zwevende minerale stoffen kan bevatten, naar de bodem van de groeve te vloeien.

Op de vraag of « groevewater » onder het decreet valt dan wel, zoals de Executieve betoogt, alleen dan onder het decreet valt wanneer afvalwater in groevewater wordt verdund, wordt geantwoord onder verwijzing naar artikel 1, 7^o, van het bestreden decreet : « groevewater » lijkt wel degelijk « langs kunstmatige weg vervuild water » te zijn omdat, indien geen groeve zou worden geëxploiteerd er immers geen incidenteel in de groeve gevloeid water zou hoeven te worden opgepompt; en het regenwater dat zich op de bodem van de groeve bevindt, lijkt wel degelijk « water van kunstmatige afwatering afkomstig van regenwater » te zijn omdat, indien geen groeve zou worden geëxploiteerd, dat water niet door die activiteit zou zijn vervuild.

Uit de krachtens artikel 6, § 1, van het decreet van 7 oktober 1985 in het leven geroepen regeling vloeit voort dat het geloosde water in voorkomend geval voor de lozing gezuiverd moet worden, zodat het afwater dat wordt gezuiverd met het oog op de lozing ervan moet worden beschouwd.

Tenslotte wordt, gelet op de definities in het decreet, de stelling van de Executieve dat de decreetgever het « groevewater » niet op het oog had, door geen bewijsvoering ondersteund.

Indien het Hof alsdan zou vaststellen dat het uitgepompte incidenteel toegevoelde water dat de verzoekende partijen lozen, niet door het bestreden decreet wordt gezuiverd, zou dat vanzelfsprekend de verzoekende partijen op dit punt genoegdoening geven.

De bestaanbaarheid van de norm met de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet moet derhalve in elk geval ten aanzien van ander water dan « groevewater » en, subsidiair, ten aanzien van « groevewater » worden nagegaan, mocht « groevewater » als afvalwater worden beschouwd waarvan de lozing aan belasting is onderworpen.

A.2.3.2. De Executieve vergist zich als zij stelt dat de exploitanten van groeven systematisch hun afvalwater in « groevewater » verdunnen en als zij stelt dat de verzoekende partijen betogen dat die verdunning zuiverend zou werken : het « groevewater » wordt immers via autonome leidingen opgepompt, geklaard en geloosd; wanneer bovendien ander afvalwater dan « groevewater » in de bezinkbekkens wordt geloosd, is de zuivering niet het gevolg van de enkele verdunning maar wel van het bezinkingsprocédé, waarbij de zwevende stoffen in het afvalwater zich onderaan in het bezinkbekken afzetten.

A.2.3.3. Tenslotte zij opgemerkt dat de verzoekende partijen op het debiet van het « groevewater », en derhalve evenmin op de afgevoerde hoeveelheid, vat hebben.

B.2. Het regen-, afvloe- en grondwater vormen het groevewater waarvan de verwijdering onontbeerlijk is wil de exploitatie van de groeve kunnen worden voortgezet. Aangezien het om water gaat dat verontreinigd kan worden (met name omdat het zwevende minerale stoffen kan bevatten) en dat niet zou moeten worden geloosd indien geen groeve zou worden geëxploiteerd, volgt uit artikel 1, 6^o en 7^o, voormeld, van het decreet van 30 april 1990, dat het moet worden beschouwd als afvalwater waarvan de lozing onderworpen is aan de belasting die bij dat decreet is ingevoerd. De aanwijzingen zoals vermeld in de ter uitvoering van het decreet door de administratie opgestelde verklarende nota bij dat aangifte-formulier van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater en die ter zitting werd neergelegd, kunnen geen voorrang hebben op de tekst van het decreet zelf.

Ten aanzien van het enige vernietigingsmiddel

Standpunt van de verzoekende partijen

A.3.1.1. Als enig middel wordt schending aangevoerd van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet,

« in zoverre de bestreden norm, die een met de verontreinigende last van het geloosde afvalwater evenredige belasting beoogt in te voeren op de lozing van industrieel afvalwater en zo een prikkel beoogt te geven tot het verminderen van de vervuiling, een onderscheid invoert tussen degenen die dergelijk afvalwater lozen volgens een formule die als bepalende grondslag van de belasting de hoeveelheid geloosd afvalwater en niet de verontreinigende last van het afvalwater neemt,

in zoverre de berekeningsformule voor de belasting identiek is voor degenen die vervuild afvalwater in het oppervlaktewater en in de riolering lozen,

terwijl een verschil in behandeling tussen degenen die industrieel afvalwater lozen enkel kan worden ingesteld voor zover het onderscheidingscriterium objectief en redelijk kan worden verantwoord; terwijl het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer de aangewende middelen niet evenredig zijn met de doelstellingen, nl. de vervuilers de afvalwaterzuiveringskosten te laten dragen en ze te prikkelen tot een vermindering van de vervuiling,

terwijl, gelet op de nagestreefde doelstellingen, de belasting op basis van dezelfde formule, waarbij een te groot relatief belang enkel aan het debiet wordt gehecht, een discriminatie inhoudt van degenen die met inachtneming van de lozingsvoorwaarden hun afvalwater in het oppervlaktewater lozen ten opzichte van degenen die gekozen hebben hun afvalwater niet zelf te zuiveren en het in de riolering lozen,

zodat het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer degene die grote hoeveelheden zuiver water loost ten opzichte van de verontreinigende last veel hoger belast wordt dan degene die kleinere hoeveelheden vervuild water en degene die ongezuiverd afvalwater loost. »

Het middel wordt als volgt ondersteund :

A.3.1.2. De berekeningsformule van de belasting is in werkelijkheid overgenomen uit artikel 2 van het ministerieel besluit van 15 februari 1974 tot vaststelling, ter uitvoering van artikel 4, § 2, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, van de waarde van de omzettingcoëfficiënten in eenheden van verontreinigende last voor afvalwater van industriële of andere ondernemingen.

Met die formule kon de bijdrage worden berekend die verschuldigd was door de ondernemingen die afvalwater lozen en, die bestemd was om de kosten van beheer en werking van de waterzuiveringsmaatschappijen te dekken; aangezien die kosten verband houden met de factor « hoeveelheid behandeld water » is de genoemde bijdrage voornamelijk afhankelijk van het waterdebiet, los van de stoffen die het water mocht bevatten.

A.3.1.3. Toegepast op een groeve die jaarlijks 1 000 000 m³ water in het oppervlaktewater loost (welk debiet werd gekozen om de extrapolatie te vergemakkelijken voor de verschillende groeven in het Waalse Gewest die tussen de 500 000 en 7 000 000 m³ afvalwater per jaar lozen), leidt de bij artikel 6 van het decreet ingevoerde formule tot een verontreinigende last die goed is voor een jaarlijkse belasting van :

— 1 623 100 F indien de formule wordt toegepast op de maximumwaarden die vastgesteld zijn in de lozingsvergunning (artikel 6, § 4, tweede zinsnede van het bestreden decreet);

— 1 453 600 F indien de formule wordt toegepast van de werkelijke dagelijkse gemiddelde waarden (die de exploitant op eigen kosten kan laten vaststellen) wanneer hij met zijn inspanningen voor een extra zuivering beneden de voormelde maximumwaarden kan blijven (artikel 6, § 4, derde zinsnede van genoemd decreet);

— 1 199 800 F in het geval dat (ook op basis van de dagwaarden) de zuivering zo volledig zou zijn dat geen zwevende deeltjes en gedeeltelijke oxideerbaarheid overblijven.

Die eerste vergelijking toont aan dat de meest volledige zuivering slechts tot een vermindering van 253 000 F van de jaarlijkse belasting zou leiden.

A.3.1.4. Een tweede vergelijking kan worden gemaakt met een bedrijf dat een kleinere maar veel meer vervuilde hoeveelheid water niet in het oppervlaktewater, maar in de riolering loost met het oog op de zuivering ervan in een waterzuiveringsstation door een waterzuiveringsinstallatie. De jaarlijkse belasting, volgens dezelfde formule berekend, zou 1 441 440 F bedragen gelet op het hoge vervuilingsniveau van het water, in cijfers vertaald in het door de verzoekende partijen genoemde voorbeeld; maar zij zou tot 53 280 F kunnen worden teruggebracht in het bovenvermelde geval van de meest volledige zuivering, waarbij elke inspanning van de onderneming om de lozing van vervuulende stoffen te beperken door een aanzienlijke belastingvermindering zou worden beloond.

A.3.1.5. Het overnemen door de decreetgever van de bestreden berekeningsformule uit een andere regeling die andere doelstellingen nastreefde, heeft tot gevolg dat degene die volledig zuiver water, maar in grote hoeveelheden, zou lozen in verhouding meer zou betalen dan de industrieel die minder, maar heel wat meer vervuuld water, zou lozen.

A.3.1.6. Die formule discrimineert degenen die hun afvalwater in het oppervlaktewater lozen en die, om daar een vergunning voor te krijgen, het water op eigen kosten moeten zuiveren ten opzichte van diegenen die in de riolering lozen: terwijl deze laatste het water niet op eigen kosten moeten zuiveren, nu de bepalingen zijn opgeheven van de wet van 20 maart 1971 die de belasting leggen op diegenen die in de riolen hun afvalwater afvoeren voor zuivering door een openbaar zuiveringsstation, zodat de belasting op dezelfde wijze berekend wordt voor de lozingen in het oppervlaktewater en in de riolering.

Aldus is de belasting die een te hoog relatief gewicht hecht aan het debiet, discriminatoir voor diegenen die in het oppervlaktewater lozen en ervoor zorgen dat zij aan de voorwaarden voor die lozingen voldoen, ten opzichte van grotere vervuilers, die ervoor hebben gekozen hun afvalwater niet zelf te zuiveren.

Standpunt van de tussenkomenende partij

A.3.2.1. De door de verzoekende partijen naar voren gebrachte cijfervergelijkingen rusten op gegevens die, hoewel ze niet onjuist zijn, zo zijn gekozen dat zij de gevolgen van de door de bestreden bepaling ingevoerde formule kunstmatig extreem maken.

A.3.2.2. Anders dan de verzoekers beweren wordt de identieke belastingformule voor degenen die in het oppervlaktewater en degenen die in de riolering hun afvalwater lozen, alleen maar toegepast boven een bepaalde theoretische drempel van verontreinigende last, die in de praktijk door de verzoekers niet wordt bereikt.

A.3.2.3. De verzoekers verwijten het decreet dat het te egalitair is en de uitwerking ervan niet aangepast heeft aan de bijzondere situatie van de groeven; vandaar de vraag of het Hof wel bevoegd is om een feitelijke ongelijkheid die verband houdt met een ongelijkheid in rechte, recht te zetten.

A.3.2.4. Het doel van het decreet is niet alleen de vervuilers ertoe aan te zetten zelf hun vervuiling te beperken om fiscale lasten te vermijden of ze waterzuiveringsstations te laten bouwen, maar ook over ontvangsten te beschikken die aan waterzuiveringsbeleid worden besteed. Dat het decreet niet evenredig zou zijn lijkt dus niet vast te staan; de kosten voor waterzuivering hangen evenveel af van de aard van de vervuulende stoffen als van de hoeveelheid geloosd water, ook al kan het gewicht van laatstgenoemde factor in de door de bestreden bepaling ingevoerde formule onevenredig groot blijken.

Standpunt van de Waalse Gewestexecutieve

A.3.3.1. De doelstelling en de draagwijdte van het decreet wordt in herinnering gebracht en opgemerkt wordt dat de afdeling wetgeving van de Raad van State geen bezwaren heeft gemaakt met betrekking tot het bestreden artikel 6.

De rechtspraak van het Hof betreffende de grondwettelijke regels van de gelijkheid van de Belgen en de niet-discriminatie wordt eveneens in herinnering gebracht, met inbegrip van die betreffende de aan de wetgever toegekende beoordelingsbevoegdheid. Er wordt uit geconcludeerd dat het « enkel aan het Arbitragehof staat na te gaan of de fiscale of parafiscale maatregelen in geding objectief en redelijk kunnen worden verantwoord ».

A.3.3.2. Het hoofddoel van het decreet - en inzonderheid wat het industrieel afvalwater betreft - is de hoogte van de belasting te koppelen aan de kosten die verband houden met het niveau van de vervuiling of, met andere woorden, aan de nefaste gevolgen die de vervuiling voor de gemeenschap meebrengt. De decreetgever gebruikt daartoe een formule waarin een kwantitatief en een kwalitatief criterium met elkaar worden gecombineerd.

Nu is het echter zo dat « de respectieve gevolgen van een kwantitatieve vermindering en een kwalitatieve verbetering voor de financiële kosten van de vervuiling niet in evenredigheid identiek zijn.

Meer bepaald heeft een kwalitatieve verbetering van het afvalwater geen invloed op het volume te behandelen water, dat wil zeggen op de hoeveelheid te zuiveren water. De vermindering van de financiële kosten die met de waterzuivering samenhangen is dus zeer klein.

Omgekeerd, elke kwantitatieve vermindering beperkt het volume van het te zuiveren water en brengt derhalve een grote vermindering mee van de aan de zuivering inherente financiële lasten.

Anders zou men de ondernemingen ertoe aansporen de vervuulende stoffen in een grote hoeveelheid water te verdunnen: hoe minder de vervuiling zou zijn geconcentreerd, hoe minder hoog de belasting. Een dergelijk procédé zou natuurlijk zinloos zijn ».

A.3.3.3. Het is niet discriminerend om de industriële ondernemingen die hun afvalwater in de riolering lozen en die welke hun afvalwater in het oppervlaktewater lozen identiek te behandelen. Wel zijn de financiële kosten van lozingen in de riolering hoger; maar het leefmilieu lijdt meer onder lozingen in het oppervlaktewater omdat:

- de hoeveelheid geloosd water groter is;
- dat water niet gezuiverd is.

Het onderscheid tussen de twee types van lozingen is niet boven elke kritiek verheven, aangezien vele riolen in een waterloop uitmonden zonder dat het water werd gezuiverd.

Het is voorts onjuist dat de vergunningen voor het lozen in oppervlaktewater die het decreet van 7 oktober 1985 « sur la protection des eaux de surface contre la pollution » beoogt, aan voorwaarden onderworpen zijn die de vergunninghouder verplichten tot een zuivering op eigen kosten: genoemd decreet machtigt de bevoegde overheid er alleen maar toe de afgifte van die vergunningen aan voorwaarden te onderwerpen tot instandhouding van de waterkwaliteit.

A.3.3.4. Het hoofddoel van het decreet is van financiële aard en niet, zoals de verzoekers stellen, het belonen van de ondernemingen die investeringen hebben gedaan om de vervuiling van het geloosde water te verminderen; dat is slechts eenondergeschikt doel. Denkbaar is het dat twee ondernemingen een equivalente belasting betalen, terwijl de ene onderneming meer vervuilende activiteiten heeft dan de andere, maar het initiatief heeft genomen om hoge sommen te investeren in een eigen waterzuiveringsstelsel waardoor zij vrijgesteld wordt van de betaling van een nog hogere belasting.

A.3.3.5. Het bestreden decreet ligt in de lijn van de aanbeveling van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 3 maart 1975 betreffende de toerekening der kosten en het optreden van de overheid op milieugebied (Publikatieblad, 1975, nr. 194) dat een financiering oplegt door middel van heffingen (« retributies » genoemd) met als doel :

- hetzij de vervuilers een aandeel te laten dragen van de uitgaven voor collectieve maatregelen zoals waterzuivering : dit is de herverdelende functie, waaraan het decreet de voorkeur heeft gegeven;
- hetzij de vervuiler ertoe aan te zetten zelf de vervuiling te verminderen die hij veroorzaakt : dit is de aanmoedigingsfunctie, die het decreet alleen maar accessoir heeft weerhouden, in zoverre dit bijdraagt om de financiële kosten van de vervuiling die door de Gemeenschap moeten worden gedragen terug te dringen.

Antwoord van de verzoekende partijen

Ten aanzien van de bewijsvoering van de Waalse Gewestexecutieve

A.3.4.1. Er wordt niet betwist dat het doel van het decreet de toepassing is van het beginsel dat « de vervuiler betaalt », dat zelf tot doel heeft de vervuiling te verminderen door aan te zetten tot zuivering en door middelen vrij te maken om de sanering te financieren. Ten aanzien van dat doel dient de bestreden norm te worden beoordeeld.

A.3.4.2. Het onderscheid tussen lozingen in de riolering en lozingen in het oppervlaktewater moet beoordeeld worden ten aanzien van het vergunningsstelsel voor de lozingen van afvalwater zoals georganiseerd door het decreet van 7 oktober 1985. Dat stelsel onderscheidt, enerzijds, de lozingen die van rechtswege vergunningsplichtig zijn krachtens het decreet en die waarvoor het vergunningsstelsel slechts van toepassing zal zijn wanneer de Gewestexecutieve dat beslist en, anderzijds, de lozingen in het gewone oppervlaktewater en de lozingen in de openbare riolen, die aan veel minder strenge voorwaarden zijn onderworpen.

Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat de wetgever, wat de belasting betreft, niet het onderscheid heeft willen overnemen dat hij inzake de vergunningen in het leven had geroepen : hij heeft integendeel, in een eerste fase, geen verschil in het leven willen roepen tussen de industrieel die in een riolering loost en die welke in het oppervlaktewater loost, waarbij de belasting evenredig is met de lozingen; in een tweede fase heeft hij ertoe willen komen dat de « vrijheid van vervuilen » steeds meer kost.

Het is dus wel degelijk omdat de belasting geacht wordt evenredig te zijn met de vervuilende lozingen dat geen onderscheid werd ingevoerd tussen degenen die in het oppervlaktewater en die welke in de riolering lozen.

A.3.4.3. Het staat buiten kijf dat de door de bestreden bepaling gehanteerde formule om de eenheid van verontreinigende last te meten, vastgesteld is door het ministerieel besluit van 15 februari 1974 tot uitvoering van artikel 4, § 2, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het oppervlaktewater om de bijdrage te berekenen van de ondernemingen in de beheers- en de werkingskosten van de waterzuiveringsmaatschappijen. Daardoor krijgt het criterium van de hoeveelheid geloosd water een onverantwoord groot gewicht omdat het gekoppeld wordt aan een constante factor (0,2) die niet representatief is voor de watervervuiling : de belasting zal hoog zijn wanneer het watervolume groot is, ook al is het vervuilingniveau laag.

Hierdoor worden diegenen die minder vervuilen (omdat zij inspanningen hebben gedaan in verband met de waterzuivering voordat zij hun afvalwater in het oppervlaktewater mogen lozen) op gelijke wijze behandeld als die welke meer vervuilen (omdat zij ervoor hebben gekozen niet zelf aan waterzuivering te doen).

A.3.4.4. De gevolgen van de bestreden bepaling zijn inadequaat en onevenredig ten opzichte van het streefdoel; de verzoekende partijen, die in het oppervlaktewater grote hoeveelheden weinig vervuild water lozen zijn immers verplicht om een belasting te betalen waarvan de hoogte onevenredig is en discriminerend ten opzichte van de hoogte van de belasting die diegenen verschuldigd zijn die in de riolering kleinere hoeveelheden meer vervuild water lozen : de opbrengst van de door de verzoekende partijen betaalde belasting moet dus besteed worden aan de financiering van maatregelen om het vervuilde water te zuiveren dat door anderen wordt geloosd die, ten aanzien van het streven naar sanering van het water, veel gunstiger worden behandeld.

Aangezien de waterzuiveringskosten vóór de lozing (in het oppervlaktewater) zijn gedragen en de kosten geenszins verband zullen houden met toekomstige waterzuivering kan niet, zoals de Executieve doet, worden betoogd dat de kwalitatieve verbetering van het afvalwater geen weerslag zou hebben op het volume te behandelen water.

Het doet er in dat verband weinig toe dat :

- de voorwaarden voor het lozen in het oppervlaktewater door de wetgever zelf niet verplicht worden gesteld, nu niet wordt betwist dat de voorwaarden die krachtens het decreet van 1985 zijn vastgesteld, voor gevolg hebben dat het rechtstreeks in het oppervlaktewater geloosde afvalwater slechts weinig mag zijn verontreinigd;
- de rioleringen zeer snel in een waterloop uitmonden zonder dat het water is gezuiverd; nu de opbrengst van de belasting precies besteed moeten worden aan waterzuiveringsmaatregelen, waardoor het in de riolen geloosde water zou kunnen worden behandeld voordat het in het oppervlaktewater terechtkomt.

A.3.4.5. De verzoekende partijen betwisten als volgt de wijze waarop de door de bij de bestreden bepaling ingevoerde formule, de kosten die slechts met de hoeveelheid water verband houden in rekening brengt : « Het spreekt vanzelf dat de eenheid van verontreinigende last van twee parameters afhangt, een kwantitatieve en een kwalitatieve. In casu nochtans wordt de kwantitatieve factor (het debiet) niet alleen met andere factoren die representatief zijn voor de vervuiling, maar ook met een vaste factor vermenigvuldigd ($a = 0,20$).

De vermenigvuldiging van het debiet met een vaste factor is verantwoord wanneer het om lozingen gaat in de riolering omdat het immers geen twijfel lijdt dat de kosten in verband met het watertransport via de riolering en vervolgens in verband met de zuivering vóór het lozen in het oppervlaktewater niet alleen van de kwalitatieve factor (de vervuiling), maar ook als zodanig, dat wil zeggen onafhankelijk van de vervuiling die het afvalwater bevat, van de kwantitatieve factor (het waterdebiet) afhangen; zo zullen de capaciteit van de riolen en het volume van de waterzuiveringsstations onder meer afhangen van het enkele waterdebiet en niet enkel van de vermenigvuldiging van het debiet en de vervuiling.

Daartegenover staat dat wanneer het water in het oppervlaktewater kan worden geloosd, omdat het al is gezuiverd, het absurd is, voor de berekening van de eenheid van verontreinigende last, het debiet met een vaste factor te vermenigvuldigen, die representatief is voor de kosten in verband met de enkele waterkwantiteit, omdat de onderneming die kosten al voor haar rekening heeft genomen vóór de lozing en het geloosde water niet meer zal worden gezuiverd ».

A.3.4.6. Men stelt trouwens vast dat het Vlaamse decreet van 21 december 1990 (artikel 35^{quater}, § 1, 2^o) niet in een dergelijke vaste factor heeft voorzien wanneer het gaat om een aansluiting op het normale oppervlakte-water of op kunstmatige afvoerwegen voor regenwater.

A.3.4.7. Het door de Executieve gekozen voorbeeld lijkt dan ook aan te tonen dat zij de draagwijdte van de bestreden formule niet begrepen heeft omdat het voorbeeld op een onjuiste hypothese rust :

• Er wordt immers verondersteld dat bij de lozing « het vervuilingsniveau » — in werkelijkheid leze men de eenheid van verontreinigende last — gelijk is in de twee ondernemingen; de zuivering waartoe werd overgegaan kon de vermindering meebrengen van de factoren die representatief zijn voor de concentratie van de vervuiling in de formule van artikel 6 maar de berekening van de eenheid van verontreinigende last is niet alleen het produkt van het volume en de vervuiling omdat het watervolume ook vermenigvuldigd wordt met een vaste factor, onafhankelijk van de vervuiling en waarop geen waterzuiveringsmaatregel weerslag kan hebben. Bij de lozing kan de eerste onderneming de tweede factor van de formule (P, in de formule N - eenheid van verontreinigende stoffen - = Q - hoeveelheid · x P - kwalitatieve term -) zoveel maal delen als haar debiet hoger is; toch kan zij slechts op een gedeelte van de termen waaruit die factor bestaat invloed uitoefenen, met name op die welke representatief zijn voor de concentratie van de vervuiling; zij kan dat niet op de vaste factor (a) die de formule oplegt en die constant is : zij zal de factor debiet blijven vermenigvuldigen onafhankelijk van iedere vervuiling ».

A.3.4.8. Het voorbeeld is bovendien vatbaar voor kritiek omdat het van de hypothese uitgaat dat de twee ondernemingen beide hetzij in de riolering hetzij in het oppervlaktewater lozen terwijl de verzoeker opkomt tegen de discriminatie die erin bestaat dat alle lozingen worden behandeld als lozingen in de riolering, terwijl dat enkel zo is wanneer het geloosde water dermate vervuild is dat het buiten de onderneming moet worden gezuiverd.

A.3.4.9. Daarentegen tonen de door de verzoeksters genoemde voorbeelden aan dat de lozing van gedistilleerd water ook nog de betaling van een hoge belasting zal meebrengen. Een systeem waarin diegenen die de zuiveringskosten dragen en een grote hoeveelheid zeer weinig vervuild water lozen, voor de vervuilers betalen die ervoor gekozen hebben niet te zuiveren, kan niet in ernst als een systeem van onderling bijstand worden beschouwd.

Betreffende de argumenten van de tussenkommende partij

A.3.4.10. Gelet op het volume water dat jaarlijks door de verzoekende partijen wordt geloosd zijn de door hen gekozen voorbeelden geenszins kunstmatig.

A.3.4.11. De bestreden norm is op gelijke wijze toepasselijk op de lozingen in het oppervlaktewater en op de lozingen in de riolering, en niet enkel boven een bepaalde theoretische drempel van verontreinigende last.

A.3.4.12. De verzoekende partijen voeren de schending aan van een rechtsregel en begrijpen niet dat het niet vanzelfsprekend blijkt dat het Hof bevoegd is « om een feitelijke ongelijkheid in verband met een rechtsongelijkheid teniet te doen ».

A.3.4.13. De verzoekende partijen zuiveren zelf hun afvalwater. Zij begrijpen derhalve niet dat het Gewest financiële middelen zouden moeten verschaffen nu het niet rendabel zou zijn voor de groeven zelf hun « groevewater » te zuiveren.

B.3.1. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling dat zij een discriminatie invoert in strijd met de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet, in zoverre de formule die zij instelt voor het berekenen van de vervuulende last, die de hoogte bepaalt van de belasting waaraan diegenen zijn onderworpen die industrieel afvalwater lozen, een relatieve waarde hecht aan het debiet die buitensporig blijkt ten opzichte van die welke aan de vervuilingsgraad van het geloosde water wordt gegeven, zodanig dat de industriëlen die in het oppervlaktewater grote hoeveelheden niet of licht vervuild afvalwater lozen, gediscrimineerd worden ten opzichte van diegenen die in het oppervlaktewater of de riolering afvalwater lozen waarvan de vervuilingsgraad hoger is.

B.3.2. Volgens de door de bestreden bepaling ingevoerde formule is het aantal eenheden N van verontreinigende last, de som van drie termen. De eerste van die drie termen is een functie van een cijfer dat alleen de geloosde hoeveelheid water voorstelt (Q/q). De tweede en de derde term zijn zowel een functie van de genoemde hoeveelheid geloosd water en, respectievelijk, van het gehalte aan zwevende stoffen in dat water (MS/ms) en de oxydeerbaarheid ervan (OP/op), vervuilingsindex voor organische stoffen. Elk van de drie termen wordt van een wegingscoëfficiënt voorzien; 20 % (a) voor de eerste, 35 % (b) voor de tweede, 45 % (c) voor de derde. De laatste twee vertegenwoordigen respectievelijk het gedeelte van de kosten dat betrekking heeft op de verwijdering van de zwevende bestanddelen door middel van mechanische zuivering en het gedeelte van de kosten voor biologische zuivering. De eerste gaat terug op het in rekening brengen van de vaste kosten van de waterzuivering, die verband houden met het transport en de opslag van de afvalwaters. De bestreden formule werd immers volledig ontleend aan het ministerieel besluit van 15 februari 1974, dat de wijze van berekening van de bijdragen aan de waterzuiveringsmaatschappijen zelf vaststelde voor de behandeling van de geloosde afvalwateren en dit met toepassing van de artikelen 15 en 21, § 3, van de wet van 20 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

Hoewel de door de verzoekers discriminerend geachte bepaling, zowel met de hoeveelheid geloosd water en met de vervuilingsgraad ervan rekening houdt, blijkt uit hun argumentatie dat de gekozen formule voor het bepalen van cijfer N (te vermenigvuldigen met 360 F om de hoogte van de belasting te bepalen), namelijk :

$$N = \frac{Q}{q} \left(a + bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op} \right)$$

niet wordt bestreden, noch in zoverre zij toepasselijk is op de lozingen in de riolering, noch, wanneer zij op de lozingen in het oppervlaktewater betrekking heeft, voor het gedeelte van N dat gelijk is aan :

$$\frac{Q}{q} \left(bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op} \right)$$

De formule wordt enkel bekritiseerd in zoverre N bovendien, zelfs voor de in het oppervlaktewater geloosde water, het element Q/q vermenigvuldigd met a bevat. De argumentatie van de verzoekende partijen komt dus hierop neer dat, voor de lozingen in het oppervlaktewater, de formule verschillend zou moeten zijn en zich zou moeten beperken tot :

$$N = \frac{Q}{q} \left(bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op} \right)$$

Met andere woorden, het gedeelte van de belasting dat een functie is, niet van de hoeveelheid vervuild water, maar van de hoeveelheid in aanmerking genomen water, los van de vervuiling ervan, zou niet verantwoord zijn voor de lozingen in het oppervlaktewater.

B.3.3. De grondwettelijke regels van de gelijkheid der Belgen voor de wet en van de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen zou worden ingesteld, voor zover voor het criterium van onderscheid een objectieve en redelijke verantwoording bestaat. Dezelfde regels verzetten er zich anderzijds tegen dat categorieën van personen die zich in situaties bevinden welke, ten aanzien van de ter beoordeling staande norm, volkomen verschillend zijn, op identieke wijze worden behandeld, zonder dat daarvoor een objectieve en redelijke verantwoording aanwezig is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de bestreden maatregel en met de aard van de in het geding zijnde beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat de aangewende middelen redelijkerwijze niet evenredig zijn met het beoogde doel.

B.3.4. De doelstellingen van het decreet, zoals zij werden toegelicht door de decreetgever, zijn, met het oog op de financiering van het beleid ter sanering van de wateren, enerzijds de kosten voor waterzuivering door de vervuilers te laten betalen (de financiering « kan enkel geschieden middels de toepassing van het beginsel « de vervuiler betaalt », dat door een bestemmingsbelasting wordt tenaetvoergelegd ») (vertaling), en anderzijds de ondernemingen te vragen niet te vervuilen en dus zo nodig zelf te zuiveren (Doc. C.R.W. 152 (1989-1990), exposé général des motifs, n° 1, pp. 4 en 7 en verslag, n° 4, p. 6).

De tweede en de derde term van de bestreden formule zijn een functie van het volume en de vervuilingsgraad van het in het oppervlaktewater of in de riolering geloosde water. De decreetgever die dergelijke termen in aanmerking neemt voor de berekening van de verontreinigende last van het afvalwater neemt een adequate maatregel ten aanzien van de doelstellingen die hij nastreeft. Immers, wanneer het water moet worden gezuiverd, zullen de vervuilingsgraad en de kwantiteit vervuild water gecombineerd worden en een financiële last voorstellen; en wanneer het water in het oppervlaktewater wordt geloosd en dus niet bestemd is om te worden gezuiverd, kan de berekening van de belasting in functie van dezelfde elementen van die aard zijn dat de ondernemingen ertoe worden aangespoord minder of niet vervuild water te lozen.

B.3.5. De term Q/q vermenigvuldigd met a, houdt ook rekening met het waterdebiet, maar ditmaal zonder de kwaliteit ervan in aanmerking te nemen. Hij stelde in de reglementering waaraan hij werd ontleend de vaste kosten voor van de waterzuivering, die verband houden met het vervoer en de opslag van het afvalwater. Die reglementering wees aan de waterzuiveringsmaatschappijen financiële middelen toe die voortkwamen uit bijdragen ten laste van ondernemingen die hun afvalwater in een openbare riool of in een moerriool van de waterzuiveringsmaatschappij loosden; de bestreden formule maakte de berekening van die bijdragen mogelijk en was per definitie niet van toepassing op oppervlaktewaterlozingen.

Het in aanmerking nemen van de vaste kosten voor waterzuivering is wel verantwoord voor het al dan niet verontreinigd afvalwater dat in een waterzuiveringsstation moet worden behandeld, maar, het is niet verantwoord voor afvalwater dat, nu het in het oppervlaktewater wordt geloosd, niet naar waterzuiveringsstations wordt vervoerd en niet voor zuivering wordt opgeslagen. Het element « a » van de bekritiseerde formule is evenmin te rechtvaardigen door de bekommernis om tot waterzuivering aan te zetten, omdat het, anders dan de andere elementen, onafhankelijk is van de vervuiling. Dat is des te meer het geval nu ten gevolge van de van kracht zijnde reglementering, de lozingen die zijn toegestaan in de oppervlaktewateren niet zo verontreinigend mogen zijn als die welke worden toegelaten in de openbare riolen (K.B. van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, artikel 7 en 19).

De omstandigheid dat de belasting bestemd is om financiële middelen te scheppen, verantwoordt niet haar berekeningswijze, nu zij middels een gedetailleerde formule uiteenvalt in meerdere splitsbare variabelen, die elk overeenstemmen met een meer specifiek doel dan het scheppen van financiële middelen, aangezien zij voorgesteld wordt als een element van de verontreinigende last waaraan, luidens het bepaalde in artikel 4 van het decreet, de belasting « evenredig » is.

Het door de decreetgever nagestreefde doel staat hem niet toe zonder verantwoording industriële ondernemingen aan eenzelfde regeling te onderwerpen, want tussen dat wezenlijk verschil bestaat ten aanzien van de ter beoordeling staande maatregel, dat zij hun afvalwater in het oppervlaktewater dan wel in de riolering lozen.

B.3.6. Het enige middel is gegrond in zoverre de bekritiseerde formule het element Q/q vermenigvuldigd met a bevat, voor lozingen in het oppervlaktewater.

Ten aanzien van de andere grieven van het beroep

B.4. Verzoekende partijen voeren daarenboven verschillende andere grieven aan, doch verklaren : « Het lijdt geen twijfel dat het verzoekschrift zich tot enig doel stelt de vernietiging van artikel 6 van het decreet van 30 april 1990.

Het is vanzelfsprekend niet omdat de verzoekende partijen bij het toelichten van het litigieuze decreet meenden de aandacht te moeten vestigen op andere incoherenties dan die waartegen het middel opkomt, dat het opmerken van dergelijke inconsistenties voor de formulering van een vernietigingsmiddel moet worden gehouden ».

Het is niet nodig grieven te onderzoeken die geen verband houden met het enig middel waarop het vernietigingsberoep steunt.

Om die redenen,

Het Hof

wijst de afstand toe van de N.V. des Carrières et Fours à chaux de la Meuse, laatste verzoekende partij;

vernietigt, in de formule die voorkomt in artikel 6, § 1, eerste lid, van het decreet van het Waalse Gewest van 30 april 1990 « instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques » (tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater), de term « a + » in zoverre hij toepasselijk is op industrieel afvalwater dat in het oppervlaktewater wordt geloosd;

verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van, 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 12 maart 1992.

De griffier,
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,
I. Pétry.

SCHIEDSHOF

[C — 21115]

Urteil Nr. 10/92 vom 12. März 1992

Geschäftsverzeichnissnr. 255

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 6 des Dekrets der Wallonischen Region vom 30. April 1990 « instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques » (zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern)

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden I. Pétry und J. Delva, und den Richtern F. Debaedts, L. De Grève, H. Boel, L. François und P. Martens, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz der Vorsitzenden I. Pétry,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Klagegegenstand

Mit einer Klageschrift, die mit am 21. Dezember 1990 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof zugesandt wurde, beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 6 des Dekrets der Wallonischen Region vom 30. April 1990 « instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques » (zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Juni 1990 : Baroid Minerals Inc., Gesellschaft amerikanischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in Bundesstaat Delaware (USA), Wilmington, West Tenth Street 100, und mit belgischer Zweigniederlassung in 8220 Fleurus, Route de Mellet 171;

- die Carrières d'Antoing AG, mit Gesellschaftssitz in 7040 Antoing, rue du Coucou 8;
- die Carrières Dullière AG, mit Gesellschaftssitz in 6031 Monceau-sur-Sambre, rue du Cerisier 4-6;
- die Carrières et Fours à chaux Dumont-Wautier AG, mit Gesellschaftssitz in 1342 Ottignies-Neulöwen, rue Charles Dubois 28;
- die Carrières Gauthier et Wincqz AG, mit Gesellschaftssitz in 7060 Soignies, rue Grégoire Wincqz;
- die Carrière du Hainaut AG, mit Gesellschaftssitz in 7060 Soignies, rue de Cognebeau 245;
- die Carrières Lemay AG, mit Gesellschaftssitz in 7500 Tournai, Vieux Chemin de Mons 12;
- die Carrières Thone AG, mit Gesellschaftssitz in 5160 Profondeville (Lustin), rue de Tailfer 14;
- die Carrières unies de Porphyre AG, mit Gesellschaftssitz in 1050 Brüssel, rue de Belle-Vue 64;
- die Cimenteries C.B.R. AG, mit Gesellschaftssitz in 1170 Watermael-Boitsfort, chaussée de La Hulpe 185;
- die Ciments d'Obourg AG, mit Gesellschaftssitz in 7048 Obourg, rue des Fabriques 2;
- die Compagnie des Ciments belges AG, mit Gesellschaftssitz in 7530 Tournai (Gaurain-Ramecroix), Grand-Route 260;
- die Gralex AG, mit Gesellschaftssitz in 1361 Quenast, rue du Faubourg 35;
- die Obourg Granulats AG, mit Gesellschaftssitz in 7048 Obourg, rue des Fabriques 2;
- die Sablières de Frey GmbH, mit Gesellschaftssitz in 8000 Charleroi, boulevard Pierre Mayence 19;
- die Carrières et Fours à chaux de la Meuse AG, mit Gesellschaftssitz in 5210 Seilles, rue du Château 13A, Domizil erwählend in der Kanzlei des Rechtsanwaltes J. Bourtembourg, rue de Suisse 24, in 1060 Brüssel.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 24. Dezember 1990 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter L. François und H. Boel haben geurteilt, daß es keinen Anlaß zur Anwendung der Artikel 71 ff. des vorgenannten organisierenden Gesetzes über den Hof gibt.

Gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes wurde die Klage mit am 16. Januar 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 17. und 18. Januar 1991 den jeweiligen Adressaten zugestellt wurden, notifiziert.

Der Richter P. Martens wurde durch Anordnung vom 16. Januar 1991 zum Mitglied der Besetzung benannt, nachdem der Vorsitzende J. Sarot in den Ruhestand getreten war und Frau I. Pétry den Vorsitz angetreten hatte.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. Januar 1991.

Die Vereinigung ohne Gewinnzweck « Fédération sportive des Pêcheurs francophones de Belgique », mit Sitz rue de Wynants 33 in Brüssel, die Vereinigung ohne Gewinnzweck « Greenpeace Belgium », mit Sitz rue du Progrès 317 in Brüssel, Jean Servais, Inhaber einer Fischereierlaubnis, wohnhaft rue du Pont 20 in Hamoir, der Berufsverband « Union des Pêcheurs de l'Ourthe et de l'Ambliève », mit Sitz rue Méan 231 in Grâce-Hollogne, haben mit am 18. Februar 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen gemeinsamen Interventionschriftsatz eingereicht.

Die Wallonische Regionalexekutive, rue de Fer 42 in 5000 Namur, hat mit am 4. März 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes wurden Abschriften von diesen Schriftsätzen mit am 13. März 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 14. und 15. März 1991 den jeweiligen Adressaten zugestellt wurden, übermittelt.

Die klagenden Gesellschaften haben mit am 15. April 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 4. Dezember 1991 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 9. Januar 1992 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte über die Terminfestsetzung informiert wurden; dies erfolgte mit am 5. Dezember 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 11. Dezember 1991 den Adressaten zugestellt wurden.

Durch Urkunde vom 18. November 1991, die dem Hof mit am 13. Dezember 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde, nimmt die Carrières et Fours à chaux de la Meuse AG, die sechzehnte klagende Partei, ihre Klage zurück.

Diese Urkunde wurde den übrigen Parteien mit am 23. Dezember 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 24. und 30. Dezember 1991 den jeweiligen Adressaten zugestellt wurden, notifiziert.

Durch Anordnung vom 6. Januar 1992 wurde der Sitzungstermin auf den 8. Januar 1992 verschoben.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien und ihre Rechtsanwälte mit am 6. Januar 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 7. und 13. Januar 1992 den jeweiligen Adressaten zugestellt wurden, in Kenntnis gesetzt.

In der Sitzung vom 8. Januar 1992

— erschienen

RA J. Bourtembourg, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

RA A. Lebrun, in Lüttich zugelassen, für die intervenierenden Parteien,

RA M. Verdussen loco P. Lambert, in Brüssel zugelassen, für die Wallonische Regionalexekutive,

— haben die Richter L. François und H. Boel in französischer bzw. niederländischer Sprache Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Durch Anordnungen vom 22. Mai 1991 und 12. Dezember 1991 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 21. Dezember 1991 bzw. 21. Juni 1992 verlängert.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes vom 6. Januar 1989, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen

1. Allgemeines

Das Dekret vom 30. April 1990 führt eine jährliche Abgabe für die Einleitung von Abwasser, mit Ausnahme von Kühlwasser, ein (Artikel 2); abgabepflichtig sind sowohl Privatpersonen als auch Betriebe und Behörden, unter den im Dekret festgelegten Bedingungen (Artikel 3).

Artikel 1 6^o des Dekrets definiert die Einleitung von Abwasser als « das Einleiten von Abwasser in Grundwasser oder in Oberflächenwasser durch Kanalisierung oder jegliches andere Mittel, mit Ausnahme des natürlichen Abfließens des Regenwassers ».

Artikel 1 7^o definiert Abwasser als künstlich verschmutztes Wasser oder benutztes Wasser, einschließlich Kühlwasser, künstlich abfließendes Regenwasser und Wasser, das geklärt wird, um abgeleitet zu werden.

Was das andere Abwasser als industrielles Abwasser betrifft, bestimmt das Dekret, daß die Abgabe sich nach dem Volumen abgeleiteten Wassers richtet (Artikeln 12 und 13).

Die Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser richtet sich hingegen nach der Belastung des abgeleiteten Wassers (Artikel 4). Die angefochtene Bestimmung (Artikel 6) legt die Ermittlungsweise dieser Belastung fest; die Abgabe wird auf 360 Franken (Artikel 5) für jede auf diese Weise ermittelte Belastungseinheit (Artikel 10) festgesetzt.

2. Die angefochtene Bestimmung

Der angefochtene Artikel 6 bestimmt folgendes :

« § 1 Die Belastung der abgeleiteten industriellen Abwässer wird aufgrund folgender Formel errechnet :

$$N = \frac{Q}{q} \left(a + bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op} \right)$$

In dieser Formel ist bzw. sind :

N die Anzahl Belastungseinheiten;

Q das in Liter ausgedrückte Durchschnittsvolumen Abwasser, das der Betrieb in vierundzwanzig Stunden im Laufe des arbeitsreichsten Monats des Jahres ableitet;

MS der durchschnittliche Schwebstoffgehalt des Wassers, auf das Q sich bezieht;

OP die durchschnittliche teilweise Oxidierbarkeit des Wassers, auf das Q sich bezieht, nach zweistündiger Absetzzeit; sie wird ab dem biochemischen Sauerstoffbedarf (BSB) und dem chemischen Sauerstoffbedarf (CSB) des dekantierten Wassers anhand folgender Formel ermittelt :

$$OP = \frac{2}{BSB + CSB} 3$$

q und ms das Volumen und der Schwebstoffgehalt des Wassers ist, auf das die Belastungseinheit sich bezieht;

op die durchschnittliche teilweise Oxidierbarkeit des Wassers, auf das die Belastungseinheit sich bezieht, nach einem zweistündigen statischen Absetzvorgang; sie wird pauschal auf 70 % der nach der oben angeführten Formel bestimmten teilweisen Oxidierbarkeit des nicht dekantierten Wassers festgesetzt;

T1 der Koeffizient der Behandlung der im abgeleiteten Wasser enthaltenen Schwebstoffe;

T2 der Koeffizient der Behandlung der organischen Stoffe, die das abgeleitete Wasser nach einem zweistündigen statischen Absetzvorgang enthält;

a, b, c die Koeffizienten, die der Verteilung der Klärkosten entsprechen; ihre Summe ist gleich 1.

§ 2 Für die Koeffizienten a, b, c, T1 und T2 gelten folgende Werte :

T1 und T2 : 1;

a : 0,20;;

b : 0,35;

c : 0,45.

§ 3 Die in § 1 erwähnte Belastungseinheit wird wie folgt definiert : 180 Liter Abwasser mit einem Schwebstoffgehalt von 500 mg pro Liter, einem biochemischen Sauerstoffbedarf nach fünf Tagen von 300 mg pro Liter, einem chemischen Sauerstoffbedarf von 750 mg pro Liter und einem durch die Kjeldahlsche Methode bestimmten Stickstoffgehalt von 55 mg pro Liter.

§ 4 Die in § 1 erwähnten Durchschnittswerte sind die täglichen Durchschnittswerte, die in der Einleitungsgenehmigung des Abgabepflichtigen stehen, soweit diese welche angibt. Wenn die Genehmigung nur Höchstwerte für die vorerwähnten Parameter angibt, dann müssen diese Höchstwerte benutzt werden. Der Abgabepflichtige kann jedoch in diesem Fall und wenn keine Genehmigung vorhanden ist, tatsächliche tägliche Durchschnittswerte benutzen, die die von der Exekutive zugelassene Kläranlage auf seine Kosten bestimmt hat.

§ 5 Wenn die Kjeldahl-Stickstoffkonzentration des abgeleiteten Wassers 75 mg/l übersteigt, wird die Formel

$$\frac{OP}{op}$$
 durch die Formel $\frac{OT}{ot}$ ersetzt;

wobei OT gleich $CSB + 4,57 NK$ ist

und ot gleich $csb + 4,57 nk$ ist.

Der in § 2 erwähnte Koeffizient c ist in diesem Fall gleich 0,4.

§ 6 Wenn die Verwaltung im abgeleiteten Wasser das Vorhandensein von Substanzen feststellt, die ihrer Meinung nach die Messung des BSB verfälschen könnten, kann sie bei der Ermittlung der Anzahl Belastungseinheiten den Parameter BSB durch den Parameter

$$\frac{CSB}{1,5}$$

ersetzen.

§ 7 Die eventuellen Abänderungen der Bestimmungen der vorangehenden Paragraphen gelten erst ab dem darauffolgenden Jahr » (Wortlaut der im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Übersetzung).

3. Die durch Artikel 6 § 1 des angefochtenen Dekrets eingeführte Formel

Die « Belastungseinheit » hängt offensichtlich also von dem Volumen abgeleiteten Wassers (Q/q) und dem Verschmutzungsgrad des Wassers ab; dieser Verschmutzungsgrad wird seinerseits aufgrund des Schwebstoffgehaltes des Wassers (MS/ms), seiner teilweisen Oxidierbarkeit (OP/op) und konstanter Elemente ermittelt.

Der Begründungsschrift zum angefochtenen Dekret zufolge entspricht die Belastungseinheit « einer genauen Menge von Schwebstoffen, organischen und anorganischen Stoffen, die Sauerstoff aufnehmen, und einer genauen Menge von Stickstoff in einem bestimmten Wasservolumen » (Übersetzung) (Wallonischer Regionalrat 152 (1989-1990), Nr. 1, S. 8).

IV. In rechtlicher Beziehung

Hinsichtlich des Interesses der intervenierenden Parteien

Standpunkt der intervenierenden Parteien

A.1.1. Die erste intervenierende Partei stellt sich als einen der zwei größten Fischerverbände Walloniens vor, der laut seiner Satzung die materiellen und immateriellen Interessen der Sportfischer vertritt und insbesondere die Wasserverschmutzung bekämpft. Diese Partei ist der Ansicht, daß die Nichtigerklärung des angefochtenen Dekrets zu einer erheblichen Verzögerung der Wasserreinigungspolitik führen würde, zumal wegen des fehlenden Abgabenaufkommens, das durch das Dekret dafür bestimmt wird.

Die zweite intervenierende Partei bringt ähnliche Gründe vor; ihr Vereinigungszweck besteht sowohl im Umweltschutz als auch im Schutz des Meeres.

Die dritte intervenierende Partei, Inhaber einer Fischereierlaubnis, meint, sie werde in ihrem Fischereirecht beeinträchtigt, wenn keine Verbesserung der Wasserqualität eintrete.

Die vierte intervenierende Partei bezweckt die Wahrung der beruflichen Interessen der in ihr vereinigten Fischer, die in einem Gebiet mit starker Konzentration von Steinbrüchen fischen.

Antwort der klagenden Parteien

A.1.2.1. Der Interventionsantrag der letztgenannten intervenierenden Partei sei unzulässig, weil sie keinen entsprechenden Beschluß ihrer zuständigen Organe vorgelegt habe.

A.1.2.2. Die intervenierende Parteien wiesen kein unmittelbares Interesse nach; die angefochtene Bestimmung treffe sie nicht unmittelbar, auch wenn das Aufkommen der Abgabe für die Verbesserung der Wasserqualität verwendet werde.

Der Vereinigungszweck der intervenierenden Rechtspersonen sei dermaßen umfassend und das Interesse, das der Inhaber einer Fischereierlaubnis am Schutz der Wasserqualität habe, so beschaffen, daß die angeführten Interessen sich nicht von jenen Interessen unterscheiden, welche von all denjenigen geltend gemacht werden könnten, die an der Wasserqualität interessiert seien, oder sogar von all denjenigen, die an einem Meer wohnen, in das ein durch die Wallonische Region strömender Fluß münden würde.

B.1.1. Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 erlaubt es einem jeden, der ein Interesse nachweist, einen Schriftsatz einzureichen, wenn beim Hof eine Nichtigkeitsklage erhoben worden ist.

B.1.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnzweck, die sich auf ein kollektives Interesse beruft, Zugang zum Hof haben will, ist es an erster Stelle erforderlich, daß der Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet; ferner, daß dieser Vereinigungszweck wirklich erstrebt wird, was aus den konkreten Tätigkeiten der Vereinigung hervorgehen soll; daß die Vereinigung eine dauerhafte Tätigkeit aufweist, sowohl in der Vergangenheit als auch in der Gegenwart; und daß sich das kollektive Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt.

B.1.3. Der Vereinigungszweck der ersten intervenierenden Partei trifft mit der Wahrung des allgemeinen Interesses zusammen, soweit er darin besteht, « alle Maßnahmen zu erwägen, die im Bereich der Binnenfischerei hinsichtlich des allgemeinen Interesses der französischsprachigen Gemeinschaft Belgiens zu ergreifen sind » (Übersetzung); er bleibt aber insofern spezifisch, als er auch darin besteht, « die materiellen und immateriellen Interessen der Sportfischer zu vertreten und insbesondere die Wasserverschmutzung zu bekämpfen ». Die erste intervenierende Partei legt jedoch nicht dar, inwieweit aus ihren konkreten Tätigkeiten hervorgehen soll, daß ihr Vereinigungszweck tatsächlich erstrebt wird. Die Intervention ist unzulässig.

B.1.4. Der Vereinigungszweck der intervenierenden Partei Greenpeace Belgium VoG ist der Schutz und die Verwaltung der Umwelt und der Natur, und insbesondere der Schutz und/oder die Erhaltung der Meeresumwelt, wenn sie durch unmittelbares oder mittelbares Eingreifen des Menschen bedroht wird. Die Aktivitäten dieser Vereinigung sind hinreichend bekannt, um nachzuweisen, daß ihr Vereinigungszweck nach wie vor wirklich erstrebt wird. Die Intervention ist zulässig.

B.1.5. Es zeigt sich nicht, auf welche Weise die dritte intervenierende Partei durch die Entscheidung des Hofes bezüglich der angefochtenen Bestimmung unmittelbar getroffen werden könnte. Ihre Intervention ist unzulässig.

B.1.b. Die vierte intervenierende Partei ist ein anerkannter Berufsverband. Kraft des Gesetzes vom 31. März 1898 über die Berufsverbände darf die Vereinigung « vor Gericht auftreten, als Klägerin oder als Beklagte, zur Verteidigung der individuellen Rechte ihrer Mitglieder als Teilhaber, unbeschadet des Rechtes dieser Mitglieder, unmittelbar aufzutreten, der Klage beizutreten oder im Laufe des Verfahrens zu intervenieren ».

Es zeigt sich allerdings nicht, auf welche Weise die Mitglieder dieses Berufsverbandes durch die Entscheidung des Hofes bezüglich der angefochtenen Bestimmung unmittelbar getroffen werden könnten. Die Intervention ist unzulässig.

Zur Hauptsache

Hinsichtlich der Anwendbarkeit des Dekrets auf das Grubenwasser

Standpunkt der klagenden Parteien

A.2.1. Die klagenden Parteien betrieben Steinbrüche. Der Steinbruchbetrieb führe zu einem zufälligen Zufluß von Grund-, Oberflächen- und Regenwasser, das mineralische Schwebstoffe enthalten könne. Dieses Grubenwasser (eine Verbindung von Regen-, Abfluß- und Grundwasser) stelle für die Steinbrüche eine Belastung dar. Allerdings: « damit jeder Betrieb überhaupt fortgesetzt werden kann, muß das Wasser außerhalb des Steinbruchs weggepumpt und anschließend abgeleitet werden. »

Kraft der Bestimmungen des Artikels 6 § 1 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und des Artikels 2 des Erlasses der Exekutive vom 9. März 1989 ist die Einleitung außerhalb des Betriebs genehmigungspflichtig, was namentlich voraussetzt, daß das abgeleitete Wasser nicht mehr als 60 mg Schwebstoffe pro Liter enthält. Das Wasser muß also gegebenenfalls vor der Einleitung gereinigt werden.

Das unter diesen Bedingungen abgeleitete Wasser wird als « Abwasser » betrachtet, dessen Einleitung nach dem Dekret vom 7. Oktober 1985 genehmigungspflichtig und nach dem Dekret vom 30. April 1990 abgabepflichtig ist.

Standpunkt der Wallonischen Regionalexekutive

A.2.2. Das Grubenwasser sei an sich kein Abwasser; es unterliege nur deshalb der Abgabe, weil es - mit Abwasser verdünnt - künstlich verschmutztes Wasser im Sinne von Artikel 1 7° des Dekrets vom 30. April 1990 werde.

Die Argumentation der klagenden Parteien gehe von der angeblichen Reinigungswirkung dieses Verfahrens aus; diese Behauptung könne aber nicht aufrechterhalten werden, weil trotz der Abnahme des Anteils der Verschmutzungsstoffe die Menge verschmutzten Wassers zunehme.

Antwort der klagenden Parteien

A.2.3.1. Beim Betrieb eines Steinbruchs ergebe sich zwangsläufig ein zufälliger Zufluß von Grund-, Oberflächen- und Regenwasser, das mineralische Schwebstoffe enthalten könne und zum Boden des Steinbruchs fließe.

Auf die Frage, ob das Grubenwasser unter das Dekret fällt, wie die Exekutive behauptet, bzw. nur dann unter das Dekret fällt, wenn Abwasser in Grubenwasser verdünnt wird, wird unter Bezugnahme auf Artikel 1 7° des angefochtenen Dekrets folgendes geantwortet: Grubenwasser erweise sich tatsächlich als « künstlich verschmutztes Wasser », weil man kein zufällig in den Steinbruch geflossenes Wasser aufzupumpen bräuchte, wenn kein Steinbruchbetrieb vorhanden wäre. Das am Steinbruchboden befindliche Regenwasser sei tatsächlich « künstlich abfließendes Regenwasser », weil, wenn kein Steinbruch betrieben werden würde, dieses Wasser nicht infolge dieser Tätigkeit verschmutzt wäre.

Aus der kraft Artikel 6 § 1 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 ins Leben gerufenen Regelung ergebe sich, daß das abgeleitete Wasser vorkommendenfalls vor der Einleitung gereinigt werden müsse, weshalb es als im Hinblick auf die Einleitung zu reinigendes Wasser zu betrachten sei.

Schließlich werde in Anbetracht der im Dekret enthaltenen Begriffsbestimmungen die These der Exekutive, wonach der Dekretgeber nicht auf das Grubenwasser habe abzielen wollen, durch gar keine Argumentation unterstützt.

Wenn der Hof dennoch feststellen würde, daß das ausgepumpte, zufällig zugeflossene Wasser, das von den klagenden Parteien abgeleitet werde, nicht durch das angefochtene Dekret erfaßt werden sollte, so würde dies den klagenden Parteien in diesem Punkt selbstverständlich Genugtuung verschaffen.

Die Vereinbarkeit der Rechtsnorm mit den Artikeln 6 und 6*bis* der Verfassung sei daher auf jeden Fall im Hinblick auf anderes Wasser als Grubenwasser und subsidiär im Hinblick auf Grubenwasser, soweit Grubenwasser als Abwasser betrachtet werden sollte, dessen Einleitung der Abgabe unterliegt, zu prüfen.

A.2.3.2. Die Exekutive irre sich, wenn sie behaupte, daß die Betreiber von Steinbrüchen ihr Abwasser systematisch in Grubenwasser verdünnen würden, und wenn sie behaupte, daß die klagenden Parteien sich auf eine Reinigungswirkung dieser Verdünnung berufen würden. Das Grubenwasser werde nämlich über unabhängige Leitungen aufgepumpt, geklärt und abgeleitet; wenn außerdem anderes Abwasser als Grubenwasser in die Klärbecken eingeleitet werde, sei die Reinigung nicht die Folge der bloßen Verdünnung, sondern vielmehr des Klärverfahrens, wobei sich die Schwebstoffe im Abwasser am Boden des Klärbeckens absetzten.

A.2.3.3. Schließlich sei zu bemerken, daß die klagenden Parteien keinen Einfluß auf die Grubenwassermenge und demzufolge auf die Menge abgeleiteten Wassers ausübten.

B.2. Das Regen-, Abfluß- und Grundwasser bilden das Grubenwasser, dessen Entfernung unentbehrlich ist für die Fortsetzung des Steinbruchbetriebs. Da es sich um Wasser handelt, das verschmutzt werden kann (insbesondere deshalb, weil es minerale Schwebstoffe enthalten kann) und nicht abzuleiten wäre, wenn kein Steinbruch betrieben werden würde, ergibt sich aus dem vorgenannten Artikel 1 6° und 7° des Dekrets vom 30. April 1990, daß es als Abwasser zu betrachten ist, dessen Einleitung der durch dieses Dekret eingeführten Abgabe unterliegt. Die Hinweise in der zur Durchführung des Dekrets von der Verwaltung erstellten Erläuterung, die dem Erklärungsvordruck für die Abgabe auf die Einleitung industrieller Abwässer beigefügt wird und in der Sitzung hinterlegt worden ist, können keinen Vorrang vor dem Wortlaut des Dekrets selbst haben.

Hinsichtlich des einzigen Nichtigkeitsklagegrunds

Standpunkt der klagenden Parteien

A.3.1.1. Als einzigen Klagegrund wird die angebliche Verletzung der Artikel 6 und 6bis der Verfassung geltend gemacht,

« indem die angefochtene Rechtsnorm, die eine Besteuerung der Einleitung von industriellen Abwässern nach Maßgabe der Belastung durch die eingeleiteten Abwässer einführen und dadurch zur Verringerung der Verschmutzung anregen will, eine Unterscheidung unter denjenigen, die solche Abwässer einleiten, einführt, indem eine Formel angewandt wird, die dazu führt, daß die entscheidende Besteuerungsgrundlage das Volumen der eingeleiteten Abwässer ist, und nicht deren Belastung,

indem die Abgabeberechnungsformel für diejenigen, die verschmutztes Wasser in das Oberflächenwasser bzw. in die Kanalisation einleiten, identisch ist,

während ein Behandlungsunterschied unter denjenigen, die industrielle Abwässer einleiten, nur insofern eingeführt werden darf, als das Unterscheidungskriterium für eine objektive und vernünftige Rechtfertigung in Frage kommt; während der Gleichheitsgrundsatz verletzt wird, wenn kein vernünftiger Verhältnismäßigkeitszusammenhang zwischen den eingesetzten Mitteln und den Zielsetzungen, die Verschmutzer für die Wasserreinigungskosten aufkommen zu lassen und sie zur Verringerung der Verschmutzung anzuregen, vorliegt, während im Hinblick auf die verfolgten Zielsetzungen die auf derselben Formel basierende Besteuerung, die nur dem Volumen eine übermäßige relative Bedeutung beimißt, für diejenigen, die Abwässer ins Oberflächenwasser einleiten und sich der Bedingungen ihrer Ableitungen vergewissern, im Verhältnis zu denjenigen, die nicht selbst für die Klärung sorgen wollen und ihre Abwässer in die Kanalisation einleiten, eine Diskriminierung einführt,

so daß der Gleichheitsgrundsatz mißachtet wird, wenn derjenige, der reines Wasser, jedoch in großen Mengen, ableitet, im Verhältnis zur Belastung viel höher besteuert wird, als derjenige, der weniger, aber verschmutztes Wasser ableitet, und als derjenige, der Abwässer ableitet, ohne sie geklärt zu haben ».

Der Klagegrund wird durch folgende Erwägungen unterstützt :

A.3.1.2. Die Formel zur Berechnung der Abgabe sei eigentlich die Wiedergabe der Formel nach Artikel 2 des Ministerialerlasses vom 15. Februar 1974, der zur Durchführung des Artikels 4 § 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 zum Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung den Wert der Koeffizienten zur Konversion in Belastungseinheiten für die von Industrie- oder anderen Betrieben stammenden Abwässer festlege.

Diese Formel habe es ermöglicht, den Beitrag zu ermitteln, der von den Abwässer ableitenden Betrieben zu leisten und dafür bestimmt gewesen sei, die Verwaltungs- und Betriebskosten der Abwasserreinigungsgesellschaften zu decken. Da diese Kosten mit dem Faktor « Wasseraufbereitungsmenge » zusammenhängen, hänge besagter Beitrag hauptsächlich von der Wassermenge ab - ohne Rücksicht auf die im Wasser enthaltenen Stoffe.

A.3.1.3. Auf einen Steinbruch angewandt, der jährlich 1 000 000 m³ Wasser ins Oberflächenwasser einleite (diese Menge sei gewählt worden, um die Extrapolation für die verschiedenen in der Wallonischen Region gelegenen Steinbrüche, deren jährliche Einleitungsmengen zwischen 500 000 und 7 000 000 m³ lägen, zu erleichtern), führe die durch Artikel 6 des Dekrets eingeführte Formel zu einer Umweltbelastung entsprechend einer jährlichen Abgabe von

— 1 623 160 F, bei Anwendung der Formel auf die in der Einleitungsgenehmigung vorgesehenen Höchstwerte (Artikel 6 § 4 Satz 2 des angefochtenen Dekrets);

— 1 453 600 F, bei Anwendung der Formel auf die tatsächlichen täglichen Durchschnittswerte (die der Betreiber auf seine Kosten festsetzen lassen könne), wenn er durch seine Bemühungen umzusätzliche Klärung unterhalb der vorgenannten Höchstwerte bleiben könne (Artikel 6 § 4 Satz 3 des besagten Dekrets);

— 1 199 800 F, falls (auch aufgrund der Tageswerte) die Reinigung so perfekt sein sollte, daß keine Schwebstoffe und teilweise Oxidierbarkeit mehr übrigbleiben würden.

Dieser erste Vergleich zeige, daß die perfekte Klärung nur zu einer Verminderung der jährlichen Abgabe um lediglich 253 000 F führen würde.

A.3.1.4. Ein zweiter Vergleich bezieht sich auf einen Betrieb, der nicht ins Oberflächenwasser sondern in die Kanalisation eine geringere, dafür aber erheblich stärker verschmutzte Wassermenge einleiten würde, im Hinblick auf deren Klärung in einer Kläranlage durch eine Klärungsanstalt. Die nach derselben Formel ermittelte jährliche Abgabe würde in Anbetracht des hohen Verschmutzungsgrades des Wassers -^a in dem von den klagenden Parteien gegebenen Beispiel in Zahlen umgesetzt - 1 441 440 F betragen; sie könnte im vorgenannten Fall der perfektesten Klärung auf 53 280 F reduziert werden, wobei jedes Bemühen des Betriebs, die Einleitung verschmutzender Stoffe zu beschränken, durch eine erhebliche Abgabenverminderung belohnt werden würde.

A.3.1.5. Die vom Dekretgeber vorgenommene Übernahme der beanstandeten Berechnungsformel aus einer anderen Regelung, die andere Zielsetzungen verfolge, führe dazu, daß derjenige, der vollkommen reines Wasser - jedoch in großen Mengen - ableiten würde, verhältnismäßig mehr zu bezahlen hätte als ein Industrieller, der weniger Wasser, jedoch unvergleichbar mehr verschmutzt, ableiten würde.

A.3.1.6. Diese Formel diskriminiere diejenigen, die ihr Abwasser ins Oberflächenwasser einleiten würden und zur Erlangung einer entsprechenden Genehmigung das Wasser auf ihre eigenen Kosten reinigen müßten, gegenüber denjenigen, die in die Kanalisation ableiten würden, während letztere das Wasser nicht auf ihre eigenen Kosten zu reinigen bräuchten, nachdem die Bestimmungen des Gesetzes vom 26. März 1971, die diejenigen mit einer Abgabe belegten, die ihr Abwasser zur Klärung durch eine öffentliche Kläranlage in die Kanalisation einleiten würden, aufgehoben worden seien, so daß die Abgabe für Einleitungen ins Oberflächenwasser und in die Kanalisation auf die gleiche Weise berechnet werde.

Somit sei die Abgabe, die dem Volumen eine übermäßige relative Bedeutung beimesse, diskriminierend für diejenigen, die Abwässer ins Oberflächenwasser einleiten und dafür sorgen würden, daß sie die Bedingungen für diese Einleitungen erfüllten, gegenüber denjenigen, die mehr verschmutzten, weil sie sich dafür entschieden hätten, nicht selbst für die Klärung zu sorgen.

Standpunkt der intervenierenden Partei

A.3.2.1. Die von den klagenden Parteien vorgebrachten Zahlenvergleiche beruhten auf Angaben, die zwar nicht unrichtig, dafür aber so gewählt worden seien, daß sie die Folgen der durch die angefochtene Bestimmung eingeführten Formel künstlich extrem machten.

A.3.2.2. Im Gegensatz zu den Behauptungen der Kläger werde die gleiche Abgabenformel für diejenigen, die ihr Abwasser ins Oberflächenwasser einleiteten, und diejenigen, die es in die Kanalisation einleiteten, nur oberhalb einer bestimmten theoretischen Belastungsschwelle angewandt, die die klagenden Parteien in der Praxis nicht erreichen würden.

A.3.2.3. Da die klagenden Parteien dem Dekret den Vorwurf machten, es sei zu egalitär und habe seine Auswirkung nicht den besonderen Verhältnissen der Steinbrüche angepaßt, könne man sich fragen, ob der Hof dafür zuständig sei, eine faktische Ungleichheit, die von einer rechtlichen Ungleichheit herrühre, richtigzustellen.

A.3.2.4. Das Ziel des Dekrets bestehe nicht nur darin, die Verursacher dazu anzuregen, zur Verhinderung der Abgabenbelastung selbst die von ihnen verursachte Verschmutzung zu beschränken, oder sie Kläranlagen bauen zu lassen, sondern auch darin, über Einnahmen zu verfügen, die für die Wasserreinigungspolitik bestimmt seien. Die mangelnde Verhältnismäßigkeit des Dekrets sei offenbar also nicht erwiesen. Die Wasserreinigungskosten hingen sowohl von der Art der verschmutzenden Stoffe wie auch von der abgeleiteten Wassermenge ab, auch wenn das Gewicht des letztgenannten Faktors in der durch die angefochtene Bestimmung eingeführten Formel unverhältnismäßig groß erscheinen könne.

Standpunkt der Wallonischen Regionalexekutive

A.3.3.1. Zielsetzung und Tragweite des Dekrets werden in Erinnerung gerufen, wobei darauf hingewiesen wird, daß die Gesetzgebungsabteilung keine Bedenken gegen den angefochtenen Artikel 6 geäußert habe.

Die Rechtsprechung des Hofes bezüglich der Verfassungsvorschriften der Gleichheit der Belgier sowie des Diskriminierungsverbotes wird ebenfalls in Erinnerung gerufen, wie auch diejenige bezüglich der dem Gesetzgeber gewährten Ermessensfreiheit. Daraus wird konkludiert: « Es obliegt nur dem Schiedshof, zu prüfen, ob die beanstandeten steuerlichen bzw. steuerähnlichen Maßnahmen in objektiver und vernünftiger Weise gerechtfertigt werden können ».

A.3.3.2. Das Hauptziel des Dekrets — insbesondere hinsichtlich der industriellen Abwässer — bestehe darin, die Höhe der Abgabe mit den Kosten hinsichtlich des Verschmutzungsgrades, d.h. mit den verheerenden Folgen der Verschmutzung für die Gemeinschaft zu verbinden. Dazu verwende der Dekretgeber eine Formel, in der ein quantitatives und ein qualitatives Kriterium miteinander kombiniert würden.

Allerdings seien « die jeweiligen Folgen einer quantitativen Verminderung und einer qualitativen Verbesserung für die finanziellen Kosten der Verschmutzung nicht verhältnismäßig identisch.

Genauer gesagt, eine qualitative Verbesserung des Abwassers hat keinerlei Auswirkung auf das Volumen des aufzubereitenden Wassers, d.h. auf die zu klärende Wassermenge. Die Verminderung der mit der Wasserreinigung verbundenen finanziellen Kosten ist also sehr gering.

Umgekehrt verringert jede quantitative Verminderung das Volumen des zu klärenden Wassers und führt daher zu einer erheblichen Senkung der finanziellen Lasten, die der Klärung inhärent sind.

Sonst würde man die Betriebe dazu anspornen, die verschmutzenden Stoffe in einer großen Wassermenge zu verdünnen: je geringer die Verschmutzungskonzentration, desto weniger hoch die Abgabe. So zu verfahren, wäre natürlich sinnlos. »

A.3.3.3. Es sei nicht diskriminierend, die Industriebetriebe, die ihr Abwasser in die Kanalisation einleiten, und diejenigen, die ihr Abwasser ins Oberflächenwasser einleiten, gleich zu behandeln. Die finanziellen Kosten der Einleitung in die Kanalisation seien zwar höher, aber die Umwelt leide mehr unter der Einleitung ins Oberflächenwasser, weil

- die Menge abgeleiteten Wassers größer und
- dieses Wasser nicht geklärt sei.

Die Unterscheidung zwischen beiden Einleitungsarten sei nicht über jede Kritik erhaben, weil viele Abwasserkanäle ohne Klärung in einen Wasserlauf mündeten.

Es sei ferner unrichtig, daß die Genehmigungen für die Einleitung ins Oberflächenwasser, auf die sich das Dekret vom 7. Oktober 1985 « sur la protection des eaux de surface contre la pollution » (über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung) beziehe, Bedingungen unterworfen seien, die die Inhaber der Genehmigung zur Klärung auf ihre eigenen Kosten verpflichten würden. Besagtes Dekret ermächtige die zuständige Behörde lediglich dazu, die Erteilung dieser Genehmigungen von Bedingungen zur Aufrechterhaltung der Wasserqualität abhängig zu machen.

A.3.3.4. Das Hauptziel des Dekrets sei finanzieller Art und bestehe nicht, wie von den klagenden Parteien behauptet, darin, jene Betriebe zu belohnen, die Investitionen getätigt hätten, um die Verschmutzung des abgeleiteten Wassers zu verringern. Dies sei lediglich eine untergeordnete Zielsetzung. Denkbar sei, daß zwei Betriebe eine entsprechende Abgabe zahlen würden, während der eine Betrieb zwar stärker verschmutzende Tätigkeiten entfalte als der andere, aber die Initiative ergriffen habe, hohe Beträge in ein eigenes Wasserreinigungssystem zu investieren, so daß er davon befreit werde, eine viel höhere Abgabe zu entrichten.

A.3.3.5. Das angefochtene Dekret entspreche der Empfehlung des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 3. März 1975 über die Kostenzurechnung und die Intervention der öffentlichen Hand bei Umweltschutzmaßnahmen (Amtsblatt, 1975, Nr. 194), die eine Finanzierung mittels Abgaben vorschreibe, und zwar zu folgendem Zweck:

- entweder den Umweltverschmutzer an den Kosten für kollektive Maßnahmen, so z.B. an den Reinigungsausgaben zu beteiligen; dies sei die Umverteilungsfunktion, der das Dekret den Vorzug gegeben habe;
- oder dem Umweltverschmutzer einen Anreiz zu bieten, von sich aus die von ihm verursachte Umweltverschmutzung zu verringern; dies sei die Anreizfunktion, die im Dekret nur akzessorisch übernommen worden sei, soweit dazu beigetragen werde, die von der Gemeinschaft zu tragenden finanziellen Kosten der Umweltverschmutzung zu senken.

Antwort der klagenden Parteien

Hinsichtlich der Argumentation der Wallonischen Regionalexekutive

A.3.4.1. Es werde nicht bestritten, daß das Dekret die Anwendung des Verursacherprinzips bezwecke, das seinerseits zum Zweck habe, die Umweltverschmutzung zu verringern, indem ein Anreiz zur Reinigung geboten und Mittel zur Finanzierung der Reinigung freigemacht würden. Im Hinblick auf diese Zielsetzung sei die angefochtene Rechtsnorm zu beurteilen.

A.3.4.2. Die Unterscheidung zwischen Einleitungen in die Kanalisation und Einleitungen in das Oberflächenwasser sei unter Berücksichtigung der durch das Dekret vom 7. Oktober 1985 organisierten Genehmigungsregelung für Abwassereinleitungen zu beurteilen. Diese Regelung unterscheide einerseits die Einleitungen, die kraft des Dekrets von Rechts wegen abgabepflichtig seien, und diejenigen, für die die Genehmigungsregelung nur bei einer entsprechenden Entscheidung der Regionalexekutive anwendbar sei, und andererseits die Einleitungen in das gewöhnliche Oberflächenwasser und die Einleitungen in die öffentliche Kanalisation, die viel weniger strengen Bedingungen unterworfen seien.

Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret gehe hervor, daß der Dekretgeber hinsichtlich der Abgabe nicht die für die Genehmigungen von ihm ins Leben gerufene Unterscheidung habe übernehmen wollen. Er habe im Gegenteil in einer ersten Phase keine Unterscheidung zwischen den Industriellen, die Abwasser in die

Kanalisation einleiten, und denjenigen, die Abwasser ins Oberflächenwasser einleiten, schaffen wollen, wobei die Abgabe sich nach den Einleitungen richte; in einer zweiten Phase habe er erreichen wollen, daß die « Verschmutzungsfreiheit » immer mehr koste.

Eben weil die Abgabe als proportional zu den verschmutzenden Einleitungen gelte, sei kein Unterschied zwischen denjenigen, die Abwasser ins Oberflächenwasser einleiten, und denjenigen, die Abwasser in die Kanalisation einleiten, eingeführt worden.

A.3.4.3. Es werde nicht bestritten, daß die durch die angefochtene Bestimmung verwendete Formel zur Ermittlung der Belastungseinheit durch den Ministerialerlaß vom 15. Februar 1974 zur Durchführung von Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers zur Ermittlung des Beitrags der Betriebe zu den Verwaltungs- und Betriebskosten der Wasserreinigungsgesellschaften festgelegt worden sei. Dadurch bekomme das Kriterium der abgeleiteten Wassermenge ein übermäßiges Gewicht, weil es mit einem konstanten Faktor (0,2) verbunden werde, der nicht repräsentativ für die Wasserverschmutzung sei; die Abgabe werde hoch sein, wenn das Wasservolumen groß sei, auch bei einem niedrigen Verschmutzungsgrad.

Dadurch würden diejenigen, die die Umwelt weniger verschmutzten (weil sie Maßnahmen zur Wasserreinigung getroffen hätten, bevor sie ihre Abwässer ins Oberflächenwasser einleiten dürften) auf die gleiche Weise behandelt wie diejenigen, die die Umwelt stärker belasteten (weil sie sich dafür entschieden hätten, keine Wasserreinigungsmaßnahmen zu treffen).

A.3.4.4. Die Folgen der angefochtenen Bestimmung seien unangemessen und stünden in keinem Verhältnis zum erstrebten Zweck. Die klagenden Parteien, die große Mengen wenig verschmutzten Wassers in das Oberflächenwasser einleiteten, seien nämlich gezwungen, eine Abgabe zu entrichten, deren Höhe unverhältnismäßig und diskriminierend sei, in Anbetracht der Höhe der Abgabe, die diejenigen zu entrichten hätten, die kleinere Mengen stärker verschmutzten Wassers in die Kanalisation einleiteten. Das Aufkommen der von den klagenden Parteien entrichteten Abgabe müsse also für die Finanzierung von Maßnahmen zur Klärung des verschmutzten Wassers verwendet werden, das andere abgeleitet hätten, die im Hinblick auf das Ziel der Wasserreinigung viel günstiger behandelt würden.

Da die Wasserreinigungskosten vor der Einleitung (ins Oberflächenwasser) getragen worden seien und die Kosten in keinem Zusammenhang mit der zukünftigen Wasserreinigung stünden, könne der Behauptung der Exekutive, wonach die qualitative Verbesserung des Abwassers keine Auswirkung auf das Volumen aufzubereitenden Wassers hätte, nicht beigeplichtet werden.

In dieser Hinsicht habe es wenig zu bedeuten, daß :

— die Bedingungen für die Einleitung in das Oberflächenwasser vom Gesetzgeber selbst nicht zwingend auferlegt würden, nachdem nicht bestritten werde, daß die kraft des Dekrets von 1985 festgelegten Bedingungen zur Folge hätten, daß das unmittelbar in das Oberflächenwasser eingeleitete Abwasser nur wenig verschmutzt sei;

— die Abwasserkanäle sehr rasch in einen Wasserlauf mündeten, ohne daß eine Klärung des Abwassers erfolgt sei; das Aufkommender Abgabe müsse eben für Wasserklärungsmaßnahmen verwendet werden, wodurch das in die Kanalisation eingeleitete Abwasser aufbereitet werden könne, ehe es in das Oberflächenwasser gerate.

A.3.4.5. Die klagenden Parteien bestreiten folgendermaßen die Art und Weise, wie die durch die angefochtene Bestimmung eingeführte Formel die nur mit der Wassermenge zusammenhängenden Kosten in Rechnung gestellt werden : « Es versteht sich von selbst, daß die Belastungseinheit von zwei Parametern abhängt - einem quantitativen und einem qualitativen. Im vorliegenden Fall aber wird der quantitative Faktor (die Menge) nicht nur mit anderen für die Verschmutzung repräsentativen Faktoren sondern auch mit einem festen Faktor ($a = 0,20$) multipliziert.

Die Multiplikation der Menge mit einem festen Faktor ist gerechtfertigt, wenn es sich um Einleitungen in die Kanalisation handelt, weil es nämlich keinem Zweifel unterliegt, daß die Kosten bezüglich des Wassertransportes über die Kanalisation und anschließend bezüglich der Klärung vor der Einleitung in das Oberflächenwasser nicht nur vom qualitativen Faktor (Verschmutzung), sondern auch an und für sich, d.h. unabhängig von der im Abwasser enthaltenen Verschmutzung, vom quantitativen Faktor (Wassermenge) abhängen; so werden die Kapazität der Kanalisation und das Volumen der Kläranlagen unter anderem von der bloßen Wassermenge und nicht nur von der Multiplikation von Menge und Verschmutzung abhängen.

Demgegenüber ist festzuhalten, daß, wenn das Wasser in das Oberflächenwasser eingeleitet werden kann, weil es schon gereinigt ist, es sinnlos ist, für die Berechnung der Belastungseinheit das Volumen mit einem festen Faktor zu multiplizieren, der repräsentativ für die Kosten bezüglich der bloßen Wassermenge ist, weil der Betrieb diese Kosten bereits vor der Einleitung übernommen hat und das abgeleitete Wasser nicht mehr geklärt werden wird. »

A.3.4.6. Man stelle übrigens fest, daß das flämische Dekret vom 21. Dezember 1990 (Artikel 35^{quater} § 1 2^o) keinen solchen festen Faktor vorgesehen habe, wenn es sich um einen Anschluß an das gewöhnliche Oberflächenwasser oder an künstliche Abflußkanäle für Regenwasser handele.

A.3.4.7. Das von der Exekutive gewählte Beispiel scheine demzufolge zu zeigen, daß sie die Tragweite der beanstandeten Formel nicht richtig verstanden habe, weil das Beispiel auf einer unrichtigen Hypothese beruhe :

« Es wird nämlich angenommen, daß bei der Einleitung der « Verschmutzungsgrad » - in Wirklichkeit lese man : die Belastungseinheit - in beiden Betrieben gleich sei; die vorgenommene Klärung konnte zur Verringerung der Faktoren führen, die repräsentativ für die Konzentration der Verschmutzung in der Formel nach Artikel 5 sind, aber die Berechnung der Belastungseinheit ist nicht nur das Ergebnis des Volumens und der Verschmutzung, weil das Wasservolumen auch mit einem festen, von der Verschmutzung unabhängigen Faktor multipliziert wird, auf die keine Wasserreinigungsmaßnahme irgendeine Auswirkung haben kann. Bei der Einleitung kann der erste Betrieb den zweiten Faktor der Formel (P , in der Formel N - Anzahl Belastungseinheiten - $= Q$ - Menge - $\times P$ - qualitativer Term) so viele Male teilen als sein Volumen höher ist; dennoch kann er nur auf einen Teil der Terme, aus denen dieser Faktor besteht, einwirken, insbesondere auf diejenigen, die repräsentativ für die Verschmutzungskonzentration sind; er hat keinen Einfluß auf den festen Faktor (a), den die Formel auferlegt und der konstant ist. Der Mengenfaktor wird weiterhin multipliziert, unabhängig von jeder Verschmutzung ».

A.3.4.8. Das Beispiel sei außerdem insofern zu kritisieren, als es von der Annahme ausgehe, daß die beiden Betriebe entweder in die Kanalisation oder in das Oberflächenwasser Abwässer einleiteten, während die klagenden Parteien die Diskriminierung beanstandeten, die darin bestehe, daß alle Einleitungen als Einleitungen in die Kanalisation betrachtet würden, während dies nur dann der Fall sei, wenn das eingeleitete Wasser dermaßen verschmutzt sei, daß es außerhalb des Betriebs geklärt werden müsse.

A.3.4.9. Demgegenüber zeigten die von den klagenden Parteien angegebenen Beispiele, daß die Einleitung destillierten Wassers außerdem die Entrichtung einer hohen Abgabe mit sich bringen würde. Ein System, wobei diejenigen, die für Reinigungskosten aufkämen und eine große Menge sehr geringfügig verschmutzten Wassers ableiteten, für jene Umweltverschmutzer zahlten, die sich dafür entschieden hätten, keine Klärungsmaßnahmen zu treffen, könne im Ernst nicht als ein System gegenseitiger Beistandsleistung betrachtet werden.

Hinsichtlich der Argumente der intervenierenden Parteien

A.3.4.10. In Anbetracht des Wasservolumens, das jährlich von den klagenden Parteien abgeleitet werde, seien die von ihnen gewählten Beispiele keineswegs artifiziiell.

A.3.4.11. Die angefochtene Rechtsnorm sei gleichermaßen anwendbar auf Einleitungen ins Oberflächenwasser und auf Einleitungen in die Kanalisation, und zwar nicht nur jenseits einer bestimmten theoretischen Verschmutzungsgrenze.

A.3.4.12. Die klagenden Parteien machten eine Verletzung einer Rechtsregel geltend und begriffen nicht, daß es sich nicht als selbstverständlich erweise, daß der Hof zuständig sein solle, « eine faktische Ungleichheit, die von einer rechtlichen Ungleichheit herrühre, zu beseitigen ».

A.3.4.13. Die klagenden Parteien klärten ihre Abwässer selbst. Sie begriffen daher nicht, daß der Region finanzielle Mittel verschafft werden müßten, nachdem es für die Steinbrüche nicht rentabel sei, ihr Grubenwasser selbst zu klären.

B.3.1. Die klagenden Parteien werfen der angefochtenen Bestimmung vor, eine gegen die Artikel 6 und 6 bis der Verfassung verstoßende Diskriminierung einzuführen, soweit die darin festgelegte Formel für die Ermittlung der Belastung, die die Höhe der Abgabe bestimmt, welche diejenigen, die industrielle Abwässer ableiten, zu entrichten haben, dem Volumen einen relativen Wert beimißt, der im Verhältnis zu dem Wert, der dem Verschmutzungsgrad des eingeleiteten Wassers eingeräumt wird, übermäßig erscheinen soll, so daß Industrielle, die ins Oberflächenwasser große Mengen nicht oder leicht verschmutztes Abwasser einleiten, gegenüber denjenigen diskriminiert werden sollen, die ins Oberflächenwasser oder in die Kanalisation Abwasser einleiten, dessen Verschmutzungsgrad höher liegt.

B.3.2. Nach der durch die angefochtene Bestimmung eingeführten Formel ist die Anzahl Belastungseinheiten N die Summe dreier Terme. Der erste dieser Terme ist eine Funktion einer Zahl, die nur die eingeleitete Wassermenge darstellt (Q/q). Der zweite und der dritte Term sind gleichzeitig eine Funktion der besagten Menge eingeleiteten Wassers bzw. des Gehaltes an Schwebstoffen in diesem Wasser (MS/ms) und der entsprechenden Oxidierbarkeit (OP/op) - Verschmutzungsindex für organische Stoffe. Jeder der drei Terme wird mit einem Gewichtungskoeffizienten versehen: 20 % (a) für den ersten, 35 % (b) für den zweiten, 45 % (c) für den dritten. Die letzten zwei stellen den Kostenteil, der sich auf die Entfernung der schwebenden Bestandteile mittels mechanischer Klärung bezieht, bzw. den Kostenteil der biologischen Klärung dar. Der erste ist auf die Berechnung der Fixkosten der Wasserreinigung zurückzuführen, die mit Transport und Speicherung der Abwässer zusammenhängen. Die beanstandete Formel wurde nämlich völlig dem Ministerialerlaß vom 15. Februar 1974 entnommen, der die Ermittlungsweise der Beiträge für die Wasserreinigungsgesellschaften selbst für die Aufbereitung der eingeleiteten Abwässer festlegte, und zwar in Anwendung der Artikel 15 und 21 § 3 des Gesetzes vom 28. März 1971 zum Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung.

Obwohl die von den Klägern für diskriminierend gehaltene Bestimmung sowohl die Menge eingeleiteten Wassers als auch den entsprechenden Verschmutzungsgrad berücksichtigt, geht aus ihrer Argumentation hervor, daß die gewählte Formel für die Ermittlung der Zahl N (zu multiplizieren mit 360 BEF, damit die Höhe der Abgabe ermittelt wird), nämlich

$$N = \frac{Q}{q} \left(a + bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op} \right)$$

nicht bestritten wird, und zwar weder insofern, als sie für Einleitungen in die Kanalisation gilt, noch dann, wenn sie sich auf die Einleitungen in das Oberflächenwasser bezieht, für den Teil von N gleich

$$\frac{Q}{q} \left(bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op} \right)$$

Die Formel wird nur insofern bestritten, als N darüber hinaus, auch für das ins Oberflächenwasser eingeleitete Wasser, das Element Q/q , multipliziert mit a , enthält. Die Argumentation der klagenden Parteien läuft also darauf hinaus, daß für Einleitungen ins Oberflächenwasser die Formel unterschiedlich sein sollte und sich auf

$$N = \frac{Q}{q} \left(bT1 \frac{MS}{ms} + cT2 \frac{OP}{op} \right)$$

beschränken sollte.

Mit anderen Worten: Der Teil der Abgabe, der nicht eine Funktion der Menge verschmutzten Wassers sondern der Menge des unabhängig von der Verschmutzung in Betracht gezogenen Wassers ist, wäre nicht gerechtfertigt für die Einleitungen ins Oberflächenwasser.

B.3.3. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit der Belgier vor dem Gesetz und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit es für das Unterscheidungskriterium eine objektive und vernünftige Rechtfertigung gibt. Dieselben Vorschriften stehen andererseits der Gleichbehandlung von Kategorien von Personen entgegen, die sich in Situationen befinden, welche im Hinblick auf die zur Beurteilung stehende Maßnahme grundverschieden sind, wobei es für eine solche Gleichbehandlung keine objektive und vernünftige Rechtfertigung gibt.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der fraglichen Grundsätze zu beurteilen; der Gleichheitsgrundsatz ist verletzt, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem vernünftigen Verhältnismäßigkeitszusammenhang zum erstrebten Zweck stehen.

B.3.4. Die vom Dekretgeber erklärten Zielsetzungen des Dekrets bestehen darin, im Hinblick auf die Finanzierung der Wasserreinigungspolitik einerseits die Umweltverschmutzer für die Kosten der Wasserreinigung aufkommen zu lassen (die Finanzierung « kann nur durch die Anwendung des Verursacherprinzips erfolgen, das in einer für einen besonderen Verwendungszweck bestimmten Abgabe zum Ausdruck gebracht wird ») (Übersetzung) und andererseits die Betriebe aufzufordern, die Umwelt nicht zu verschmutzen und demzufolge nötigenfalls selbst Klärungsmaßnahmen durchzuführen (Dok. Wallonischer Regionalrat 152 (1989-1990), allgemeine Begründung, SS. 4 und 7, und Bericht, Nr. 4, S. 0).

Der zweite und der dritte Term der beanstandeten Formel sind eine Funktion des Volumens und des Verschmutzungsgrades des ins Oberflächenwasser oder in die Kanalisation eingeleiteten Wassers. Der Dekretgeber, der solche Terme bei der Ermittlung der Belastung des Abwassers berücksichtigt, ergreift eine dem von ihm erstrebten Zweck angemessene Maßnahme. Wenn das Wasser geklärt werden muß, werden nämlich der Verschmutzungsgrad und die Menge verschmutzten Wassers kombiniert werden und eine finanzielle Belastung darstellen; wenn das Wasser ins Oberflächenwasser eingeleitet wird und also nicht für Klärung bestimmt ist, kann die aufgrund derselben Elemente erfolgte Berechnung der Abgabe den Betrieben einen Anreiz bieten, weniger oder nicht verschmutztes Wasser abzuleiten.

B.3.5. Der Term Q/q , multipliziert mit a , trägt auch der Wasserabflußmenge Rechnung, diesmal jedoch ohne Berücksichtigung der entsprechenden Qualität. Er stellte in der Regelung, der er entnommen wurde, die Fixkosten der Wasserreinigung im Zusammenhang mit der Beförderung und Speicherung des Abwassers dar. Diese Regelung teilte den Wasserreinigungsgesellschaften Finanzmittel zu, die von Beiträgen von Betrieben stammten, die ihr Abwasser in eine öffentliche Kanalisation oder in einen Abwassersammler der Wasserreinigungsgesellschaft einleiteten; die beanstandete Formel ermöglichte die Berechnung dieser Beiträge und galt per definitionem nicht für Einleitungen ins Oberflächenwasser.

Die Berücksichtigung der Fixkosten für die Wasserreinigung ist zwar gerechtfertigt für verschmutztes oder unverschmutztes Abwasser, das in einer Kläranlage aufbereitet werden muß, aber sie ist nicht gerechtfertigt für Abwasser, das, nachdem es in das Oberflächenwasser eingeleitet worden ist, weder zu Kläranlagen befördert noch im Hinblick auf Klärung gespeichert wird. Das Element « a » der beanstandeten Formel findet genausowenig eine Rechtfertigung in dem Bemühen, einen Anreiz zur Wasserklärung zu bieten, weil es im Gegensatz zu den anderen Elementen unabhängig von der Verschmutzung ist. Dies gilt um so mehr, da infolge der geltenden Regelung die genehmigten Einleitungen ins Oberflächenwasser nicht so stark verschmutzen können wie diejenigen, die in die Kanalisation vorgenommen werden dürfen (königlicher Erlaß vom 3. August 1978 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Einleitungen von Abwasser in das gewöhnliche Oberflächenwasser, in die öffentliche Kanalisation und in die künstlichen Regenwasserabflüsse, Artt. 7 und 19).

Der Umstand, daß die Abgabe für die Schaffung von Finanzmitteln bestimmt ist, rechtfertigt nicht ihre Berechnungsweise, da sie nach einer detaillierten Formel in mehrere voneinander trennbare Variablen aufgliedert ist, die je einem spezifischeren Zweck entsprechen als der Schaffung von Finanzmitteln, weilsie als ein Element der Belastung dargestellt wird, nach der laut der Bestimmung von Artikel 4 des Dekrets die Abgabe « sich richtet ».

Der vom Dekretgeber verfolgte Zweck erlaubt es ihm nicht, ohne Rechtfertigung Industriebetriebe ein und derselben Regelung zu unterwerfen, zwischen denen jener wesentliche Unterschied hinsichtlich der zur Beurteilung stehenden Maßnahme existiert, der darin besteht, daß sie ihre Abwässer ins Oberflächenwasser bzw. in die Kanalisation einleiten.

B.3.6. Der einzige Klagegrund ist insofern begründet, als die beanstandete Formel das Element Q/q , multipliziert mit a , für Einleitungen ins Oberflächenwasser enthält.

Hinsichtlich der weiteren, in der Klage vorgebrachten Beschwerden

B.4. Die klagenden Parteien bringen außerdem mehrere weitere Beschwerden vor, erklären aber folgendes : « Es unterliegt keinem Zweifel, daß die Klageschrift einzig und allein die Nichtigerklärung von Artikel 6 des Dekrets vom 30. April 1990 bezweckt.

Es ist selbstverständlich nicht deshalb, weil die klagenden Parteien bei der Erläuterung des fraglichen Dekrets gemeint haben, die Aufmerksamkeit auf weitere Unhaltbarkeiten lenken zu müssen, als diejenigen, die im Klagegrund beanstandet werden, daß der Hinweis auf solche Unhaltbarkeiten für die Formulierung eines Nichtigkeitsklagegrundes anzusehen wäre. »

Es erübrigt sich, Beschwerden zu prüfen, die nicht mit dem einzigen Klagegrund, auf dem die Nichtigkeitsklage beruht, zusammenhängen.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

bewilligt die Klagerücknahme der letzten klagenden Partei, der Carrières et Fours à chaux de la Meuse AG;

erklärt in der in Artikel 6 § 1 Absatz 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 30. April 1990 « instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques » (zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern) enthaltenen Formel den Term « $a +$ », soweit er für in das Oberflächenwasser eingeleitete industrielle Abwässer gilt, für nichtig;

weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 12. März 1992.

Der Kanzler,

H. Van der Zwalmen.

Die Vorsitzende,

I. Pétry.

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 92 — 1135

[S.C. 35367]

13 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Vlaamse Executieve houdende uitvoering van het decreet van 19 juni 1978 betreffende het nederlandstalige openbare bibliotheekwerk

De Vlaamse Executieve,

Gelet op het decreet van 19 juni 1978 betreffende het nederlandstalige openbare bibliotheekwerk, gewijzigd bij de decreten van 21 december 1988 en 21 december 1990;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Openbare Bibliotheken d.d. 9 april 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 5 augustus 1991;

Gelet op het akkoord van de Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting d.d. 12 november 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;